

Le droit du travail attaqué à la hache



(PHOTOTHÈQUE ROUGE/WASEGR ET JMB)

Les dernières déclarations de Copé sur les 35 heures présagent une nouvelle attaque contre la réduction du temps de travail et les droits des salariéEs. Retour sur des décennies d'offensives patronales et gouvernementales...

À l'automne 2003, Ernest-Antoine Seillière, alors patron du Medef, affirmait qu'il fallait « détricoter » les 35 heures. Récemment, Arnaud Montebourg, candidat à la primaire du PS, lâchait : « les 35 heures n'existent plus, donc évidemment rouvrir ce débat est inutile ».

Mesure phare du mandat Jospin, la réduction du temps de travail est un des fils conducteurs du droit du travail. Depuis les 16 heures par jours de 1840, dès le début du XX^e siècle, le mouvement ouvrier s'est battu pour obtenir une loi sur la journée de 8 heures sur six jours. Ce n'est qu'en 1973 qu'est généralisée la semaine

de 8 heures sur cinq jours. Cette mobilisation et la formidable augmentation de la productivité du travail ont ainsi régulièrement permis ces avancées confortées par les congés payés. Au début des années 1980, le débat se complique avec le développement du chômage et les premiers débats sur la réduction du temps de travail comme moyen de lutter contre ce fléau social. En 1996, la droite, avec Gilles de Robien, prend l'initiative avec une loi de réduction du temps de travail prévoyant des accords offensifs pour embaucher et des accords défensifs pour empêcher des suppressions d'emplois. C'est aussi l'occasion des baisses de cotisations

sociales au prétexte de la sauvegarde d'emplois.

Mais c'est avec les lois Aubry de réduction du temps de travail que va se déclarer la guerre de la RTT. Après la démission de la présidence du Medef de Jean Gandois, « ami » de Martine Aubry, c'est le tueur Seillière qui prend la tête de l'organisation patronale et de la lutte contre la RTT.

Complexe dans sa mise en œuvre, ouvrant en grand les portes de la flexibilité et de l'annualisation et servant souvent d'alibi au blocage des salaires, sa perception par les salariéEs reste am-
SUITE PAGE 2



REGARDS

Égypte, la révolution de nouveau dans la rue.
Page 2



CAMPAGNE

Poutou 2012.
Pages 4 et 5



ACTU

Convois de déchets nucléaires, un danger permanent. Page 10

Agenda

1^{er} décembre, manif sida, Paris.
Manifestation « Sida 2012: battre la campagne ! » RV à 18 h 30, place de la Bastille. (lire aussi pages 6 et 7)

1^{er} décembre, réunion crise, Paris.
Réunion publique unitaire « Crise, dette, règle d'Or, G20, pacte euro+... Et nous là-dedans ? » à l'appel du CDDSP Paris-IDF. RV à 18 h 30, salle Jean-Dame, 17, rue Léopold Bellan, Paris 2^e (M^o Sentier).

2 décembre, rencontre-débat, librairie La Brèche, Paris. À l'occasion de la parution du livre *Répression et discrimination syndicales* de la Fondation Copernic aux éditions Syllepse, rencontre avec les auteurs. RV à 18 h 30, librairie la Brèche, 27, rue Taine, Paris.

3 décembre, soirée-débat NPA, Ivry.
Débats et soirée anticapitalistes « Il y a dix ans... la crise vue d'Argentine » et « Aujourd'hui... Quelles réponses anticapitalistes à la crise ? » avec Alain Krivine. RV à partir de 16 h 30, Maison de la citoyenneté, 25, rue Jean-Jacques-Rousseau, Ivry-sur-Seine.

3 décembre, hôpital, Poissy. Réunion publique à l'appel du Collectif de défense de l'hôpital de Poissy-Saint-Germain. RV à 15 heures au Cossec, 129, rue de la Maladrerie (parking), Poissy.

6 décembre, dette, Quimper. Réunion publique à l'appel du collectif Ce n'est pas notre dette, pour un audit citoyen de la dette, avec Pascal Franchet du CADTM France. RV à 20 h 30, aux halles de Quimper.

7 décembre, hôpital, Les Lilas.
Réunion publique du collectif unitaire Notre santé en danger. RV salle des mariages de la mairie des Lilas.

7 décembre, dette Gennevilliers.
Réunion publique « Comprendre et combattre la dette » organisée par le NPA. RV à 20 heures, Bourse du travail, Gennevilliers (M^o Agnettes).

9 décembre, austérité, NPA 41, Blois.
Réunion publique « Contre l'austérité, quelle riposte ? » organisée par le NPA de Loir-et-Cher. RV à 20 heures, salle des Sarrazines, rue Latham, Blois.

10 décembre, projection-débat, Peugeot, Marseille. Projection-débat « Paroles d'ouvriers » avec des ouvriers de Peugeot et les auteurs Christian Corouge et Marcel Durand. À 20 h 30, projection du documentaire *Disparaissez les ouvriers* de Christine Thépenier et Jean-François Priester. RV à partir de 17 h 30, 19, rue Francis-de-Pressensé, Marseille.

14 décembre, réunion dette, Poitiers.
Le comité de Poitiers organise une réunion-débat sur la dette sur les thèmes « Qu'est ce que la dette publique ? D'où vient-elle ? Pourquoi faut-il l'annuler ? » et avec un topo historique sur la dette de l'Argentine en 2001. RV à 20 h 30 au Plan B, 30/32 Boulevard des Grands-Cerfs, à Poitiers.

Lire aussi en page 5, tout l'agenda de la campagne de Philippe Poutou



L'ATTAQUE À LA HACHE DU DROIT DU TRAVAIL

SUITE DE LA PAGE 1

bigüe. Et surtout très diverse en fonction de sa mise en place concrète. Les employéEs, et souvent les femmes, sont particulièrement léséEs (absence de contrôle réel des horaires permettant la multiplication des heures supplémentaires gratuites). Chez les cadres, la mise en place du forfait-jours les « libérant » pratiquement de tout horaire journalier et hebdomadaire est un véritable recul social malgré les jugements relativement récents imposant le contrôle des heures. Enfin, dans les secteurs de production, l'existence des journées de RTT libérant des journées entières de repos est fortement contre-balancée par l'annualisation et la flexibilité qui suppriment, de fait, le paiement des heures supplémentaires effectuées au-delà de la 35^e heure de travail, y compris parfois lors du travail le samedi. Et n'oublions pas que dans les accords signés dans les entreprises, se trouvaient des exonérations de cotisations sociales intégrées

depuis dans les autres dispositifs d'exonération. Face à ces ambiguïtés, la droite a jusqu'à maintenant tergiversé, n'osant s'attaquer frontalement à ce qui est aujourd'hui considéré comme un acquis social au même titre que les congés payés ou... la retraite à 60 ans. Les différentes lois (Fillon, Tépé, Bertrand) ont surtout comme objectif la « libération » des heures supplémentaires avec encore des exonérations de cotisations et les possibilités de dérogation par voie d'accord d'entreprise. Aujourd'hui, les offensives de Copé et consorts visent moins à s'attaquer à la RTT qu'à l'ordre public social, fondement du droit du travail. Il s'agit notamment de s'attaquer au principe de la hiérarchie des normes qui impose aux conventions collectives d'être plus favorable que la loi, et aux accords d'entreprise d'être plus favorable que la convention collective. Déjà battu en brèche par l'introduction de dérogations avec « compensations

obligatoires », notamment par les lois Balladur ou l'ordonnance Auroux de 1982, ce principe fondateur est en fait la cible du patronat et de la droite. La loi de 2004 sur le dialogue social qui a construit une architecture compliquée de validation ou de dénonciation des accords d'entreprises et de branches, et la loi sur la représentativité en fournissent des éléments complémentaires. Enfin, la progressive utilisation des référendums (prévus dans les lois Aubry) complète le tableau en permettant la mise hors-jeu des organisations syndicales rétives au dialogue social de capitulation. La visée finale en matière de temps de travail est la négociation entreprise par entreprise et, pourquoi pas, dans un tête-à-tête salarié-employeur qui pourra aller jusqu'à la négociation « libre » du salaire.

Robert Pelletier

regards

Propos recueillis par Lee Sustar (traduction : <http://alencontre.org>)

ÉGYPTE *La révolution à nouveau dans la rue*

Moustafa Omar est membre des Socialistes révolutionnaires d'Égypte. Nous publions l'entretien qu'il a accordé le 22 novembre à Lee Sustar pour Socialist Worker (USA)¹. Depuis, lundi 28 novembre le ministre de la Main-d'œuvre a annoncé un accord éminent par lequel les syndicats indépendants rejoindraient l'ancienne confédération (étroitement liée au régime précédent)². La Confédération indépendante a immédiatement démenti catégoriquement.

Quelles sont les raisons profondes des affrontements actuels ?

La première est la misérable faillite du gouvernement et du Conseil suprême des forces armées (CSFA). L'échec porte sur l'augmentation du salaire minimum – augmentation pourtant promise en mars 2011 – et sur la non-mise en place d'un quelconque système de contrôle des prix sur les biens alimentaires de base. De plus, au cours des cinq derniers mois, le CSFA a décidé que, lentement, il remettrait en place et en activité la machine répressive de Moubarak, et qu'il frapperait durement les protestations, les manifestations et les grèves.

Quelle a été la réaction populaire face à ce processus ?

En février 2011, il est probable qu'une majorité de ceux qui sont aujourd'hui dans la rue soutenaient le CSFA et croyaient qu'il allait démanteler le régime de Moubarak. Depuis février, beaucoup de jeunes et un grand nombre de travailleurs qui avaient placé leurs espoirs dans le CSFA ont changé leur point de vue. Il y a un autre facteur qui stimule la colère populaire : les partis dits libéraux et islamistes semblaient mettre en place des modalités pour se partager le pouvoir avec le PND (relooké) et le CSFA, dans le cadre du Parlement et des élections présidentielles. Soudainement, des vagues de gens sont sortis de mois de silence. Une certaine démoralisation s'est rapidement transformée en son contraire.

Quelle est l'attitude des partis islamistes ?

Pendant des mois, les groupes islamistes ont appuyé le CSFA. Ils sont intervenus à l'occasion de nombreuses luttes sociales pour les limiter et, à l'occasion de grèves, pour les briser. Mais, par la suite, les militaires ont mis leur veto à toute législation ou articles constitutionnels qui auraient trait à l'armée, et le budget et les dépenses militaires qui devaient rester du domaine du secret, et cela a créé une fissure entre l'armée et les islamistes. Les islamistes ont alors craint que l'armée les empêche d'inscrire dans la Constitution des clauses permettant de faire référence à la charia. Ce fut la raison de leur mobilisation le vendredi 18 novembre. Mais, le mardi 22 novembre, la thématique des slogans sur la place Tahrir était la suivante : « Le peuple veut que le maréchal [Tantaoui] dégage de suite ». Une véritable coupure s'est alors opérée entre des milliers de jeunes membres des Frères musulmans et la direction de l'organisation. De très nombreux jeunes ont rejoint le mouvement de protestation contre les ordres et les vœux de la direction.

Certains ont évoqué la possibilité d'une grève générale comme prochain pas dans la bataille. Qu'en est-il ?

En septembre, on n'en était pas loin lorsque se sont déclenchées la grève à l'échelle nationale des enseignants – la première depuis 1951 – et la grève des conducteurs de bus au Caire durant presque vingt jours, et enfin les deux grandes grèves des médecins du secteur public. Dans certains secteurs clés de l'économie, en septembre, on approchait les 750 000 grévistes. Beaucoup de gens à gauche ont pensé alors qu'une grève générale était possible. Ces grèves n'ont pas été des défaites, mais elles n'ont pas été des victoires. Il y eut néanmoins un effet de démoralisation parmi un certain nombre de personnes. Aujourd'hui, il n'y a aucune grève massive. Mais il y a beaucoup de grèves en permanence.

1. <http://socialistworker.org>

L'entretien est disponible en version intégrale sur les sites du NPA et d'ESSF.

2. Mise à jour de Moustafa Omar en date du 29 novembre : « Bien que les Socialistes révolutionnaires aient appelé au boycott des élections dans les conditions actuelles de répression, ils pensent que le vote massif du lundi 28 ne reflète pas une popularité ou une légitimité croissante du CSFA : au contraire, les gens votent en espérant que cela va accélérer le départ des militaires. En même temps, Tahrir reste populaire aux yeux de la majorité des votants.

Une reprise des luttes sociales est très probable après les élections, avec un potentiel plus fort à lier revendications sociales et démocratiques. »

PRINTEMPS ÉGYPTIEN PHASE I



PRINTEMPS ÉGYPTIEN PHASE II



-FAUCON-

Triple AAArnaque

Le discours selon lequel les agences de notation nous contraindraient à l'austérité est mensonger.

L'idée est simple : nous devons « tous » accepter des efforts afin de préserver la notation de la dette française. Car la perte du fameux AAA engendrerait une hausse du taux d'intérêt sur les titres de la dette publique française, et donc une hausse du coût du financement des déficits. Certes, 1% d'intérêt en plus ce sont 10 milliards d'euros de dépenses supplémentaires.

Or, la première arnaque c'est le triple A lui-même. L'agence France-Trésor émet aujourd'hui des titres à un taux d'intérêt bien supérieur à celui des autres États notés « AAA ». L'écart entre les taux français et allemands n'a jamais été aussi élevé depuis la création de l'euro. Pour une fois, les agences de notation ne pourront pas servir de boucs émissaires : lorsqu'elles abaisseront la note de la France, elles ne feront qu'entériner la situation sur les marchés. D'où provient la dégradation des conditions de financement de l'État français ? En partie de la forte exposition des banques françaises aux crises grecque et italienne. Les spéculateurs estiment qu'il existe un risque que l'État soit contraint de les renflouer, alourdissant ainsi son endettement. Mais la hausse du taux d'intérêt provient aussi des faibles perspectives de croissance : seulement 1% l'an prochain selon le gouvernement, mais 0,3% selon l'OCDE. Bref, le triple A est déjà une fiction.

La deuxième arnaque saute aux yeux lorsque l'on examine la répartition des efforts. En guise de « partage » on trouve en fait une très forte concentration des mesures de rigueur sur les classes populaires. Le prétendu courage dont se gargarise tant Nicolas Sarkozy consiste à dépenser 37 000 euros

aux frais des contribuables pour une nuit d'hôtel lors du G20 tout en exigeant des sacrifices de la part de la majorité de la population. Porter la TVA réduite de 5,5% à 7% touchera davantage les plus pauvres car ils consomment une grande part de leurs revenus. La hausse de la taxation des mutuelles va rendre celles-ci encore plus inaccessibles alors même que 30% de ceux qui n'ont pas d'assurance complémentaire renoncent à des soins ou les reportent à plus tard. Autre exemple : pour la génération née entre 1952 et 1955, l'accélération de l'application de la réforme des retraites implique un recul de un à quatre mois de l'âge de départ. Déjà en juin 2010, François Fillon tentait de justifier cette réforme par la nécessité de conserver le triple A : « ce qui est en jeu c'est la crédibilité financière de la France, c'est la qualité de notre signature, donc le niveau auquel nous empruntons ». Visiblement la réforme n'a pas suffi.

Des plans d'austérité sans fin

C'est la troisième arnaque : cela ne suffira jamais ! Autrement dit, les promesses des dirigeants sont non seulement antisociales mais elles sont aussi mensongères. Accepter ce discours, c'est ne pas voir la logique d'ensemble, qui ressemble à une spirale. C'est ne pas voir l'effet dépressif des plans d'austérité et le caractère systémique de cette crise. Le 17 novembre, le Trésor espagnol a émis 3,6 milliards de titres à dix ans avec un taux d'intérêt record de 7%. Trois jours plus tard, les électeurs espagnols donnaient une majorité absolue à la droite. Le futur gouvernement de Mariano Rajoy a promis une super-austérité. Réaction des marchés : une dé-



tente des taux d'intérêt ? Non, une nouvelle hausse ! Le 22 novembre, l'émission de titres espagnols à trois mois s'est faite au taux de 5,1% (2,3% la fois précédente). Même l'Allemagne n'est plus à l'abri. Sa dernière émission, le 23 novembre, n'a trouvé preneur que pour la moitié des titres offerts. Cela n'était jamais arrivé. Comme partout, le taux d'intérêt proposé n'est donc plus jugé suffisant. Or la soutenabilité de la dette provient fondamentalement de la différence entre le taux de croissance du PIB

et le taux d'intérêt. Actuellement, le premier diminue tandis que le second augmente...

En début d'année, il y avait d'un côté les États auxquels les marchés faisaient confiance et de l'autre les parias. Cette distinction est de plus en plus floue. Car c'est la crise : la confiance s'évanouit et le capitalisme menace d'emporter tous les peuples vers une grande régression.

Philippe Légé



Par Yvan Lemaitre

SARKOZY COURT APRÈS MARINE LE PEN

Sarkozy a saisi l'occasion du congrès des maires de France, la semaine dernière, pour partir en guerre contre le droit de vote des résidents étrangers, même aux élections municipales. Cela alors que le Sénat doit examiner, début décembre, un projet de loi sur le sujet déposé en 2000 mais que la droite avait toujours refusé de discuter ! Et que la majorité de la population y est favorable à 61% selon un sondage publié récemment. C'est une nouvelle volte-face de cette girouette politique qu'est Sarkozy. En 2005, il s'était prononcé pour qu'« un étranger en situation régulière, qui travaille, paye des impôts et réside depuis au moins dix ans en France, puisse voter lors des élections municipales. » Une telle mesure ne risquerait pas de menacer la stabilité des institutions, mais, au final, c'est trop.

Si un étranger veut voter en France, il n'a qu'à adopter... la nationalité française, nous disent Sarkozy et ses amis de l'UMP. Pour qu'un étranger puisse voter, il n'a qu'à cesser d'être... un étranger !

En fait, tout leur est bon pour flatter les préjugés xénophobes afin de diviser la population, pour flatter les craintes, voire les haines, pour gagner l'électorat de l'extrême droite. Le ministre de l'Intérieur Claude Guéant prétend, dans la foulée du FN, qu'accueillir chaque année 200 000 étrangers en situation régulière, c'est « trop ». Dans le même temps, il part en guerre contre le droit d'asile. Son zèle lui a valu les remerciements de Marine Le Pen. La droite se livre à la même démagogie qu'elle, la politique du bouc émissaire, l'étranger, l'immigré...

Sarkozy et Guéant trouvent tout à fait « démocratique » que la politique de l'État soit soumise aux banques, à une aristocratie financière à laquelle ce dernier verse chaque année une rente de près de 50 milliards d'euros au titre des intérêts sur la dette publique. Mais ils trouvent intolérable que toutes celles et tous ceux qui vivent et travaillent ici puissent bénéficier du droit de vote, quelle que soit leur origine !

La démocratie réelle, c'est bien le droit, sans discrimination, pour celles et ceux qui produisent les richesses tant matérielles qu'intellectuelles, de décider de la marche de la société, de la contrôler.

François Coustal

PS-EÉ-LV Un accord... instructif

À l'évidence, Fillon, l'UMP et le Figaro semblent avoir trouvé une cible de prédilection : l'accord entre le Parti socialiste (PS) et Europe Écologie-Les Verts (EÉ-LV) qui acterait la sortie du nucléaire et, en conséquence, rien moins que... « le retour au Moyen Âge » voire, selon Sarkozy, « un retour à l'époque de la bougie » ! En fait, l'objet du délit est assez éloigné de ces fantasmes, puisque, au contraire, il enregistre les divergences maintenues sur le nucléaire entre le PS et EÉ-LV. Par contre, les différentes péripéties qui ont accompagné cet accord constituent une véritable leçon de choses. D'abord, l'issue des négociations souligne une fois de plus que l'appétit d'EÉ-LV pour l'obtention d'un groupe parlementaire prime désormais sur toute autre considération : quelques

circonscriptions « sûres » et réservées valent bien la poursuite des travaux de l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes et de l'EPR de Flamanville ! La deuxième leçon concerne l'arrogance de François Hollande et de son équipe qui ont purement et simplement supprimé, a posteriori et sans en aviser les écologistes, l'un des passages du document pourtant négocié entre la direction d'EÉ-LV et celle du PS. Cette attitude en dit long sur la manière dont François Hollande, en cas d'élection, traiterait les écologistes et ce que seraient les rapports de subordination d'EÉ-LV par rapport au PS et au gouvernement.

Le troisième enseignement de cette séquence est, sans nul doute, le plus spectaculaire : ainsi, les médias, sans être démentis par les intéressés et comme s'il s'agissait là d'un fait courant, ont

rapporté que ce caviardage d'un paragraphe de l'accord résultait en réalité de la pression – via Bernard Cazeneuve, député-maire de Cherbourg – du groupe Areva à qui le passage sur « la reconversion, à emploi constant, de la filière de retraitement et de fabrication du MOX » ne convenait pas ! Il ne s'agit sans doute pas d'une première, mais la grossièreté de cette intrusion d'une multinationale dans les discussions programmatiques entre partis politiques aura eu au moins l'intérêt d'attirer l'attention sur le rôle proprement politique que jouent les grandes entreprises qui se croient désormais autorisées à dicter aux femmes, hommes et partis politiques non seulement les décisions qu'ils doivent prendre mais aussi les programmes qu'ils doivent défendre...

La dernière leçon concerne, bien sûr, les rapports au sein du camp écologiste. À l'ouverture des négociations avec le PS, EÉ-LV avait fait de la sortie du nucléaire la condition d'un accord. Puis, progressivement, cette prétention s'est réduite à l'exigence de l'abandon de Flamanville ou, à tout le moins, de l'arrêt des travaux. Et là, c'est Eva Joly qui est montée au créneau. Avec, sans doute, d'autant plus de pugnacité qu'elle était sincèrement convaincue ! On comprend donc que l'accord finalement conclu « ne la fasse pas rêver » et que son enthousiasme pour Hollande – porte-parole d'Areva – soit modéré. Il fallait donc la « recadrer ». Ce qui fut fait...

POUTOU 2012

Ouvrier dans l'automobile, candidat anticapitaliste



En campagne

Nous sommes les 99 % !

Le mouvement des IndignéEs, les révoltes populaires qui continuent ou reprennent de plus belle dans les pays arabes, sont autant de signes que nous vivons actuellement un bouleversement historique face à la crise du capitalisme.

Il s'agit de le renforcer pour amener enfin un vrai changement.

Le sommet du G20 a illustré un peu plus encore le basculement historique qui s'opère sur fond de crise globale du système. Basculement où les deux plus grandes puissances qui dominaient le monde depuis que le capitalisme est né, l'Europe et les États-Unis, s'épaient pour mieux résister à l'ascension inexorable des pays émergents, et multiplient les interventions impérialistes ces dernières années pour sauvegarder leur hégémonie.

Crise globale du système, écologique et économique. Le mode de consommation et de production est à bout de souffle, épuise les ressources naturelles en même temps qu'il suscite une catastrophe climatique majeure. La crise de surproduction, elle, augmente comme une boule de neige sous les effets des politiques qui sont menées. Car en faisant payer la facture de crise aux peuples par des plans d'austérité draconiens, les politiques libérales aggravent la crise elle-même en privant les peuples des moyens d'acheter ce que la société produit, accentuant la rupture entre l'achat et la vente.

Du point de vue des résistances, cette nouvelle phase de la longue histoire du capitalisme ouvre une nouvelle page mondiale de l'histoire sociale et politique de l'humanité. Une page qui sera probablement longue et douloureuse à écrire, avec son lot d'espérances et de résignations. Mais, une nouvelle page quand même dont les premiers mots ont été écrits par les peuples arabes en révolution. Impossible de comprendre ces révolutions sans se remémorer qu'à la suite de la crise financière de 2008, les capitalistes sont partis massivement spéculer dans d'autres domaines que l'immobilier, notamment sur le marché des matières premières. D'où la flambée des prix sur les produits de première nécessité et les émeutes de la faim en Afrique et au Maghreb en 2010, prélude des bouleversements actuels. Contre le double visage de la contre-révolution, celui des dictatures et des forces impérialistes, les peuples se dressent encore et toujours, avec une puissance qui force le respect, comme en Syrie contre le pouvoir sanglant d'El-Assad ou en Égypte contre l'armée. Il ne s'agit pas de faire des copier-coller, mais le souffle de ces révolutions passe bel et bien en partie de l'autre côté de la Méditerranée, sur le mouvement des IndignéEs en Espagne ou en Grèce. Il a atteint la mobilisation de «Occupy Wall Street» qui mène ce combat dans la gueule de la bête sur le sol des États-Unis (lire aussi page 8).

Dans tous ces combats, au-delà des nombreuses différences, les luttes collectives aspirent autant à la révolte contre les injustices sociales qu'à une nouvelle représentation démocratique. Certes, ce mouvement international se cherche encore et connaît bien des contradictions et des limites. Bien sûr, il aurait besoin de toute urgence de victoires sociales, même partielles, pour se renforcer. Quoi qu'il en soit, il est la preuve vivante que des millions d'exploitéEs et d'oppriméEs – au-delà des structures traditionnelles, et sans drapeau commun – renouent, à tâtons, avec un vieux projet : celui de l'émancipation. L'indignation des 99 % existe et parviendra à s'imposer à la situation française. À nous aussi de la faire vivre dès maintenant.

Olivier Besancenot

Meeting de Saint-Denis

Jeudi 24 novembre, le meeting de campagne à Saint-Denis (Seine-Saint-Denis) a rassemblé 600 personnes. Nous publions ci-dessous des extraits de l'intervention de notre porte-parole Christine Poupin et de Vera Rorou, de l'OKDE-Grèce, et ci-contre des extraits du discours de Philippe Poutou.

Dette sans fin, austérité sans fond !



(PHOTOTHÈQUE ROUGE/MILO)

Le G20 de 2009 et ses déclarations enflammées sur la «moralisation du capitalisme» semblent loin. Nicolas Sarkozy parlait alors de liste noire et de sanctions pour les paradis fiscaux, de «nouvelles règles» pour les bonus et les marchés financiers. Il menaçait «ceux qui auront des politiques risquées en supporteront le prix».

En 2011, il fixait trois objectifs au G20 : refonte du système monétaire, taxe sur les transactions financières, fin de la spéculation sur les matières premières agricoles. Sur ce dernier point, comme sur les autres, rien n'est sorti alors que les effets du réchauffement climatique, accentués par la spéculation foncière et sur les denrées alimentaires, se font de plus en plus durement sentir. Pire, une loi en débat vise à taxer les agriculteurs qui ressemment les semences issues de leur récolte. Les profits des firmes semencières

sont privilégiés contre le droit des agriculteurs à vivre de leur travail, le droit de la population à une nourriture suffisante et saine, la défense de la biodiversité.

Seule la crise européenne restera de ce G20. Ce fiasco prend sa racine dans l'explosion en 2008 du crédit démesurément gonflé pour tenter de pallier l'asphyxie du système capitaliste. Depuis, le système n'a été ni moralisé ni régulé, mais il a bien été sauvé, certes provisoirement, par les États. Les banques se sont refait une santé, les bonus des traders aussi, mais la dette des États a explosé. L'endettement est passé des banques aux États. Les spéculateurs se sont jetés sur la dette des États, se sentant assurés, rassurés et ré-assurés de récupérer leur mise augmentée de taux d'intérêt toujours plus élevés. La dette publique, valeur sûre pour les rentiers, signifie pour les peuples l'austérité, les privatisations, la baisse des

salaires, des retraites et des protections sociales en général, les suppressions d'emplois, la précarité et la misère.

Un tournant s'est produit au cœur de l'été 2011 quand la menace du non-remboursement de la dette de la Grèce est devenue réalité. Un tabou a sauté et une nouvelle étape de la crise encore plus folle a démarré. Les politiques d'austérité imposées à la population grecque n'ont rien résolu, au contraire, fin octobre le défaut passe de 20 à 50%. L'effet domino est en marche, l'Italie est mise sous tutelle. Le système est au bord de la faillite parce que désormais les États devenus la cible principale de la spéculation peuvent difficilement intervenir. Une fois que les États n'ont plus les moyens de sauver le système, reste l'austérité, toujours et encore ! C'est aussi une nouvelle étape dans la dictature exercée par la troïka qui impose des rapports de domination dignes de l'époque coloniale : diktats sur les moindres détails des plans d'austérité, sur la question à poser pour l'éphémère proposition de référendum, sur la composition du gouvernement en Grèce et en Italie.

La crise n'est pas seulement économique, elle est aussi écologique et démocratique. Elle se noue aujourd'hui autour de la dette. Cette dette illégitime doit être annulée. L'arrêt de son remboursement est une mesure d'autodéfense immédiate. La levée du secret, le contrôle et la transparence sur son origine et ses profiteurs, c'est la démocratie réelle, celle qui ne s'arrête pas aux portes des marchés financiers, celle que nous exigeons avec touTEs les IndignéEs du monde.

Christine Poupin

Renforcer les résistances en Grèce



(PHOTOTHÈQUE ROUGE/MILO)

Depuis l'été dernier, nous assistons à un renforcement des résistances en Grèce, grâce à la jonction entre le «spontané» du mouvement des IndignéEs ainsi que des nouvelles formes d'autogestion, d'un côté, et les formes plus «traditionnelles» de grèves générales des organisations syndicales, de l'autre... Le point culminant des mobilisations a été la grève générale de 48 heures, les 19 et 20 octobre, pendant le débat et le vote parlementaire des nouvelles mesures ouvrant la voie à des licenciements massifs dans le public, à l'abolition de toute convention collective et

de branche etc. La participation à la grève a atteint le 80%. 500 000 personnes ont manifesté à Athènes et plus d'un million et demi dans l'ensemble du pays.

Un autre moment fort a été le 28 octobre, jour de fête nationale commémorant la résistance contre le fascisme, en 1940. Dans toutes les villes du pays, des assemblés générales de quartiers, des syndicats et des organisations de la gauche radicale ont interrompu les défilés traditionnels, en obligeant les représentants officiels à s'enfuir sous les huées et les vives protestations contre la politique qu'ils mènent.

Ces événements ont provoqué la panique au sein de la classe bourgeoise et de ses représentants politiques.

Papandréou s'est trouvé dans l'impasse. Il a essayé de procéder à un chantage à l'égard des travailleurs avec la vraie fausse proposition du référendum sur les mesures à venir... Le résultat de ce chantage est le nouveau gouvernement en place, dit d'unité nationale.

La classe bourgeoise a confié le pouvoir à un banquier, ex vice-président de la Banque centrale européenne (BCE).

Les sociaux-libéraux, la droite et l'extrême droite ont formé ce gouvernement de «salut national» afin de renforcer leurs attaques contre les travailleurs, les jeunes, les plus démunis...

Les organisations syndicales et les travailleurs ne se font pas d'illusions : ils s'organisent sur les lieux de travail, par branche, par secteur, et ils passent à l'offensive.

Les grandes confédérations syndicales ont annoncé la première grève générale pour le 1^{er} décembre. Les syndicats de base mettent la pression pour ne pas en rester à une seule journée sans lendemain...

L'enjeu est que les travailleurs occupent de nouveau le devant de la scène politique, qu'ils soient l'accélérateur du combat, poussant vers le renversement du gouvernement et des politiques menées, en semant la panique dans le système politique bourgeois...

Une victoire de la classe des travailleurs en Grèce serait une grande défaite de la classe bourgeoise européenne, une grande victoire des travailleurs en Europe.

Vera Rorou

Pour un programme d'urgence anticapitaliste



Tribune, de gauche à droite : Matt Swagler, Christine Poupin, Philippe Poutou, Olivier Besancenot, Cathy Billard et Vera Rorou. (PHOTOTHÈQUE ROUGE/JMB)

Fillon a clairement donné le ton en nous prévenant il y a quelques semaines : «*l'heure de la vérité a sonné*». [...] Le gouvernement le répète «*Il faut faire comprendre aux Français que nous ne pouvons pas vivre au-dessus de nos moyens*». Non on ne rêve pas. Ce message s'adresse bien à nous, salariés, chômeurs, jeunes, aux plus pauvres, les victimes de la crise? [...]

C'est simple, le «*trou*» de la Sécurité sociale, ce serait de notre faute parce qu'on consommerait trop de médicaments, on tricherait sur les arrêts maladie, on frauderait auprès de la CAF... C'est pour ça que le gouvernement nous punit avec des jours de carence. Il omet juste de dire que le «*trou*» vient des milliards d'exonérations des cotisations sociales patronales. C'est un détournement de responsabilité... Il faut prendre l'argent là où il y a la vraie fraude, celle de ces patrons qui sous-déclarent les accidents du travail et qui refusent de reconnaître des maladies professionnelles.

Et puis il y a les chômeurs qu'ils font passer pour des fainéants, qu'ils disent vouloir remettre au travail en les obligeant à travailler un jour par semaine pour mériter le RSA. Et Sarkozy ose même nous parler de dignité (mais qu'est-ce qu'il en sait), rappelant que c'est mieux de bosser que de mendier? [...]

Enfin, si l'économie ralentit, si les entreprises ne sont pas assez compétitives c'est parce que nous serions trop payés et à cause des 35 heures que Copé vient de promettre à la poubelle. [...] La crise, ce n'est évidemment pas qu'une histoire de chiffres ou de statistiques. Ce sont aussi des entreprises qui licencient, ce sont des emplois supprimés dans tous les services publics. La conséquence ce sont des millions de gens qui souffrent et qui s'appauvrissent. En France, ce sont près de 9 millions de personnes qui vivent en dessous du seuil de pauvreté soit 950 euros par mois, autant qui n'arrivent pas à se loger dans des conditions décentes. Des jeunes qui galèrent de plus en plus et qui n'arrivent plus à étudier. Ce sont 7 millions de chômeurs et de précaires. [...]

Une catastrophe sociale, humaine et écologique

Ce système économique conduit clairement la société vers une catastrophe sociale, humaine mais aussi écologique.

C'est le drame de Fukushima de mars dernier, dont plus personne ne parle d'ailleurs, qui a condamné tout un territoire et mis en danger toute une population. C'est la famine, en ce moment, en Afrique de l'Est, qui frappe des millions de gens. C'est l'épidémie de choléra en Afrique de l'Ouest qui menace des dizaines de milliers de gens. [...]

En occupant leurs usines, en refusant

catégoriquement le droit au patron de liquider une entreprise, en défendant l'idée d'une reprise de l'activité par les salariés eux-mêmes, en redémarrant même la production comme cela a été fait, ces salariés montrent qu'ils ne sont pas bons seulement à exécuter le travail quand on leur demande et à partir quand le patron n'en a plus besoin. Nous ne sommes pas que des mains pour produire, nous avons aussi un cerveau qui nous permet de penser notre travail, son organisation, sa gestion. [...]

La lutte c'est à chaque fois la fierté retrouvée, la solidarité, la chaleur humaine. C'est cette dignité collective. C'est le culot d'envahir une salle de réunion CE, des bureaux du patron, de bloquer ou d'occuper une usine, c'est prendre un droit qui n'existe pas. Ce sont des salariés qui disent non, qui se lèvent et qui disent ce qu'ils pensent face au patron. C'est vivre des moments de fraternité qu'on croyait impossibles. [...]

Pas d'issue hors des mobilisations

C'est par les mobilisations, par notre colère que nous imposerons des solutions radicales nécessaires pour sortir de la crise. Des solutions radicales qui sont contenues dans le programme d'urgence économique, social et écologique que nous défendons.

Rien d'irréaliste ou de techniquement impossible dans ce que nous défendons. Les défenseurs du système capitaliste veulent faire croire que l'économie c'est compliqué, qu'il y a des lois du marché incontournables. C'est faux, l'économie c'est avant tout une question de choix politique, de qui dirige et de quels besoins on veut satisfaire. Ce qui a été possible dans un sens l'est forcément dans l'autre. Pour cela, il faut rompre avec la politique menée depuis des années par tous les gouvernements en Europe. Une politique délibérément en faveur des plus riches qui se traduit par toujours plus de cadeaux fiscaux, par des exonérations de cotisations sociales, par des subventions diverses. En conséquence bien sûr, les profits capitalistes se sont envolés. Donc les riches s'enrichissent et... l'État s'appauvrit. La propagande justifiant l'austérité n'est que mensonges. Il y a les moyens de mettre en place une toute autre politique, une politique de rupture qui consiste à partir des besoins sociaux les plus urgents. Un véritable «*bouclier social*» doit être mis en place qui impose une répartition plus juste des richesses. [...]

Enfin, il y a l'urgence à sortir du nucléaire et pour cela un véritable service public de l'énergie est nécessaire. La production des énergies doit sortir de la logique de rentabilité. Car la planification écologique, publique et démocratique est impossible dans le cadre du marché capitaliste. Il faut pour cela exproprier les entreprises capitalistes que sont Areva et Total. [...]

Avec les richesses que nous pouvons produire, avec les connaissances scientifiques et techniques, il ne devrait y avoir aucune raison pour que la société d'aujourd'hui ne soit pas capable de satisfaire tous les besoins humains.

Un programme pour un gouvernement des travailleurs et de la population

C'est pour cela que le programme d'urgence doit s'attaquer à la logique du système capitaliste et au pouvoir patronal pour défendre les conditions de vie des millions de salariés, de chômeurs, de jeunes. Ce programme comprend les mesures qu'appliquerait un gouvernement des travailleurs pour servir l'intérêt du plus grand nombre. [...] En face du gouvernement qui prône la rigueur, il y a un PS incapable d'avoir une politique claire. Hollande nous dit qu'il faut «*donner du sens à la rigueur*» sans en dire plus. Mais on peut mieux en comprendre le sens à la vue de la politique menée par ses amis socialistes en Grèce et en Espagne qui imposent aux populations des plans d'austérité brutaux. [...]

Certains à gauche mais aussi à droite parlent d'un système protectionniste, d'une anti-mondialisation qui mettrait la population à l'abri des soubresauts de la crise mondiale. C'est un leurre car tant que les capitalistes, français ou pas, dirigent l'économie, le protectionnisme ne protégera que leurs intérêts et en aucun cas ceux des salariés et des populations. [...] Les discours du FN sur le retour de la monnaie nationale cultivent en réalité les réflexes nationalistes et au bout du compte anti-immigrés. Car plus on discute de l'importance des frontières, plus la politique raciste est proche. La démagogie antimondialiste du FN sert à récupérer le mécontentement des gens désespérés pour le détourner contre les boucs émissaires. Même si le FN s'en prend parfois aux banques, à la spéculation et aux délocalisations, en aucun cas, il s'agit de faire payer les capitalistes. Au contraire, le FN défend un capitalisme national où patrons et ouvriers français seraient solidaires. [...] C'est la vieille politique qui divise les pauvres au profit des riches.

Face à tous ces préjugés qui semblent se renforcer, je rappelle que nous défendons l'égalité des droits pour tous, le droit de vote des immigrés pour toutes les élections, la régularisation de tous les sans-papiers. Pour nous c'est fondamental. [...]

Battre Sarkozy et sa politique

Dans ces élections, nous avons un objectif qui semble abordable, c'est celui de dégager Sarkozy et sa bande. C'est en quelque sorte un minimum syndical. Mais la solution de remplacement qu'est Hollande n'est pas satisfaisante. Et nous disons aujourd'hui que cette «*gauche*» gouvernementale va encore nous tromper. À la place de l'austérité de droite, au mieux nous aurons une austérité de gauche. Et pour nous, quelle que soit sa couleur, nous sommes contre l'austérité. Ce sera un des sens de la candidature du NPA, celle de dire le plus fort possible dans les urnes que nous n'avons aucunement confiance dans un PS libéral avec ou sans alliés. Celle de dire qu'il faut dès maintenant construire une opposition à gauche pour défendre dans la rue nos conditions de vie... tous ensemble.

Philippe Poutou

Agenda

MEETINGS AVEC PHILIPPE POUTOU

Vendredi 2 décembre, Rouen.

Le NPA aggro de Rouen ouvre sa librairie au 40, rue des Murs-Saint-Yon et organise une soirée à cette occasion avec Philippe Poutou.

Samedi 3 décembre, Le Havre.

Fête du NPA à partir de 16 heures (débat sur les mobilisations contre l'austérité, 18h30 intervention de Philippe Poutou, apéro, repas, musique), salle Louis-Eudier, Quartier de l'Eure, Le Havre.

Lundi 5 décembre, Grenoble.

Meeting à 20 heures, Maison du tourisme, 14, rue de la République.

Vendredi 9 décembre, Lille.

Meeting 19h30, mairie de quartier de Lille sud, 83 rue du Faubourg des Postes (M° Porte-des-Postes).

Samedi 10 décembre, Annecy.

Réunion publique à 17 heures, Salle Pierre-Lamy.

Jeudi 15 décembre, Reims.

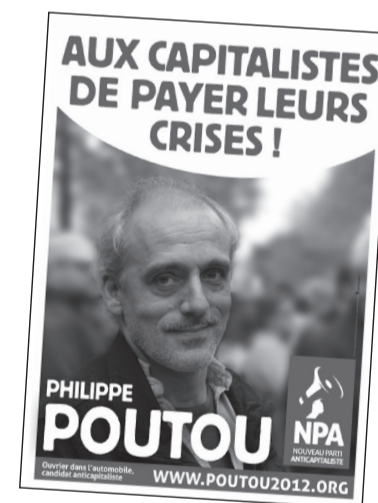
Réunion publique.

Vendredi 16 décembre Marseille.

Meeting.

Samedi 14 janvier 2012, Villefranche-de-Rouergue.

Réunion publique.



LA CAMPAGNE DANS LES MÉDIAS

Lundi 12 décembre.

LCI à 7h45.

Vendredi 16 décembre.

La matinale de Canal + à 7h45.

À SUIVRE SUR
www.poutou2012.org

1^{er} déc. Contre le SIDA une LUTTE à t



Cette année, la journée mondiale de lutte contre le sida revêt plus que jamais une dimension politique. Plus que jamais, le VIH/sida frappe des minorités et des précaires. L'heure est au bilan, non seulement du droit à la santé et de l'accès aux soins pour touTEs sous les gouvernements Sarkozy, mais plus globalement du quinquennat, la stricte question du sida renvoyant à une multitude de thématiques.

Le parti en place depuis 2007, ses politiques racistes et antisociales ont contribué, à tous les niveaux, à la propagation de l'épidémie du sida et à la dégradation des conditions d'existence des personnes vivant avec la maladie. Rien n'échappe à ce triste constat.

Dès la fin 2010, Roselyne Bachelot-Narquin, alors ministre de la Santé, annonçait à grands renforts de relais médiatiques, l'année 2011 comme «*année des patients et de leurs droits*».

Cynique plaisanterie de la part de celle qui a pensé et mis en place la loi Hôpital, santé, patients et territoires (HPST), outil de la casse programmée du service public de la santé, dans la droite ligne de la tarification à l'acte (T2A), qui oppose, en fonction de leur rentabilité, les spécialités, les praticienNES et donc les patientES.

Cette loi a officialisé la fonction désormais mercantile de l'hôpital public : monnayer des prestations, et donc opérer un odieux choix comptable entre les malades.

D'un côté les patientES «*rentables*», qui nécessitent opérations, chirurgie de pointe et/ou séjour à l'hôpital... de l'autre les malades moins juteux, ceux et celles atteintES d'une maladie chronique, nécessitant un suivi mais aucun recours à la haute technologie.

Les personnes séropositives ou vivant avec le sida sont frappées de plein fouet par ces réformes qui ne visent que le profit à court terme : prise en charge dégradée par le manque de personnel, délais d'attente iniques pour la moindre consultation, fermetures des services, disparition de certains postes et, de manière générale, disparition de la prise en charge spécifique que nécessitent impérativement le VIH et les hépatites.

Dossier réalisé par Cécile Lhuillier et Ludovic Haru

Les minorités attaquées

Au-delà du secteur strictement médical, le volet social qui représente un pan entier de la prise en charge de la maladie, est non seulement nié, mais massacré.

La répression, le sacro-saint argument sécuritaire et l'ordre moral, fers de lance de toute politique menée par l'UMP, parfois dans un consensus avec la «*gauche*», contribuent à la propagation de la pandémie. Des populations entières sont en première ligne de ces attaques : étrangerES, sans-papierES, usagerES de drogue, trans, putes, prisonnierES, homosexuellES, femmes et précaires.

CATALOGUE DES RÉPRESSIONS...

- La remise en cause du titre de séjour pour soins, entérinée le 16 juin dernier, est un crime organisé, l'arrêt de mort signé en haut lieu, pour 28 000 étrangerES malades. En remplaçant la notion d'«*accès effectif aux traitements*» par celle d'«*absence de traitements*», Besson, Mariani et consorts ont sciemment condamné à mort des milliers de malades. Partout dans le monde, des traitements sont «*présents*», existent, mais en quantité insuffisante ou à des prix prohibitifs pour bon nombre d'usagerES¹.

- La mise en place d'un accès payant à l'aide médicale d'État (AME), mesure effective depuis le 1^{er} mars dernier, prive les étrangerES les plus précaires de l'accès à des soins, à des traitements et à un suivi médical. Le public désormais astreint à payer 30 euros pour accéder à cette mesure est composé de personnes étrangères, en situation irrégulière, malades et dont les ressources sont inférieures à 7 771 euros par an pour une personne seule, soit moins de 650 euros par mois. Difficile de trouver frange de population plus précaire. Conséquences de la mise en place de ce «*droit d'entrée*» : une prise en charge plus tardive, qui coûtera de fait davantage, à moyen terme, à la collectivité puisque la pathologie sera plus avancée, ou pas de prise en charge du tout, 30 euros étant pour certainES un tarif prohibitif.

- Allant à l'encontre de toutes les expertises scientifiques et médicales, et trahissant les promesses faites par Roselyne Bachelot-Narquin à la XVIII^e conférence internationale sur le sida (Vienne, juillet 2010), le gouvernement a arbitrairement jugé les salles de consommation à moindres risques (SCMR) «*ni utiles ni souhaitables*». Pourtant, l'expérience internationale, notamment européenne, montre que la mise en place de telles structures évite la propagation du VIH et des hépatites, permet aux usagerES les plus marginaux d'accéder à la prévention, à un encadrement sanitaire et aux soins, diminue les risques de surdoses, voire conduit à des sevrages. Incapable de renoncer à une approche idéologique destinée à flatter les électeurs les plus réactionnaires, l'UMP s'obstine dans un obscurantisme primaire, et criminel, en optant encore et toujours pour la répression.

- Les trans en France font les frais de l'immobilisme politique, malgré les effets d'annonce de R. Bachelot-Narquin, ils et elles sont encore astreintES à un parcours de contrôle social, judiciaire et psychologique dégradant pour changer de numéro de Sécurité sociale et d'état civil. La transphobie n'est toujours pas reconnue comme une réelle discrimination et fait rage à divers niveaux de la société : milieu professionnel, corps médical, milieu étudiant, etc.

- Les travailleurES du sexe, prostituéES, putes, sont attaquéES par les mesures répressives des forces politiques au pouvoir et renvoyéES tour à tour du statut de délinquantE à celui de victime. La politique abolitionniste de la France n'existe que par son volet répressif. Aujourd'hui, une vaste coalition tente par tous les moyens d'obtenir une loi pénalisant les clientES des prostituéES. Cette mesure serait inique : tout comme le délit de racolage instauré par Sarkozy dès 2003, pénaliser le client va en premier lieu stigmatiser un peu plus les putes, servir d'arme d'expulsion massive

contre les prostituéES migrantES, éloigner les travailleurES du sexe des dispositifs de prévention, d'accès aux soins et aux droits, et les exposer davantage aux violences.²

- Les personnes incarcérées sont deux à quatre fois plus exposées à une contamination au VIH, et six à huit fois plus à une contamination VHC (hépatite C). La suspension de peine pour raisons médicales n'a guère été appliquée que pour Maurice Papon...

Les structures type mitard ou quartiers d'isolement sont, pour les prisonnierES malades, une version soft de la peine de mort. Plus généralement, les conditions de détention sont définitivement incompatibles avec la maladie.

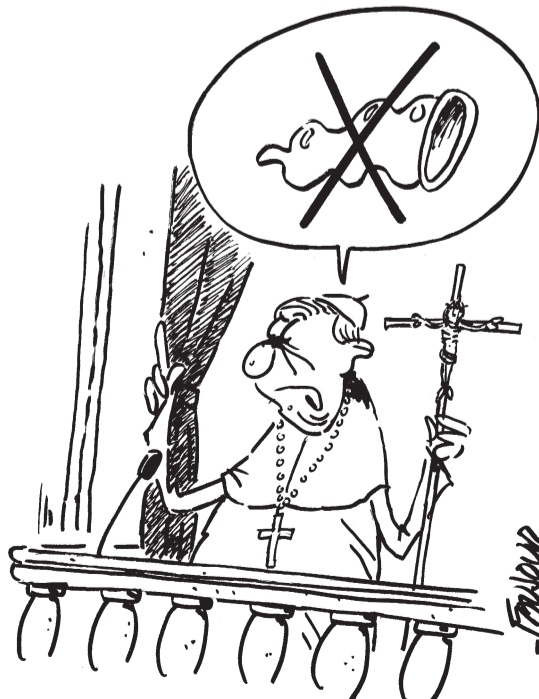
De plus, aucun dispositif de réduction des risques liés à l'usage de drogue n'est disponible en milieu carcéral, les programmes d'échanges de seringues (PES), font toujours l'objet de débats, longs débats pendant lesquels des malades crèvent en prison.

- Les homosexuelES, bi, trans, sont, en France, en 2011, encore et toujours des citoyenES de seconde zone. Communauté dévastée par le VIH aux premières heures de la maladie, les LGBTI, 30 ans plus tard, sont toujours les victimes d'une homophobie d'État qui leur refuse des droits, et légitime par là même les violences plus «*quotidiennes*», médiatiquement peu relayées. Si Christian Vanneste et Christine Boutin ont longtemps rempli leurs rôles d'homophobes de service, s'attirant les foudres de Gay Lib, qui trouvait là un moyen de justifier son existence, c'est désormais l'immense majorité de l'UMP qui assume sa vision homophobe et hétérocentrée des rapports sociaux.

1. <http://unmotdesmorts.org/>

2. Le 17 décembre prochain aura lieu la Journée internationale contre les violences faites aux travailleurES du sexe.

TOUJOURS AUCUN VACCIN
CONTRE LA CONNERIE



Recherche et prévention

Alors que les discours sur la «*responsabilisation*» des malades ne cessent de se répandre dans les médias et les interventions politiques afin de nous culpabiliser d'être malades et de nous rendre responsables du déficit de la caisse d'assurance maladie, les soins sont de plus en plus chers, les déremboursements de plus en plus nombreux, et le montant des soins facturés qui reste à la charge des patientES toujours plus élevé. Notre système de santé et son principal outil, l'hôpital public, sont en danger. La loi HPST, la création des Agences régionales de santé (ARS) et la T2A placent notre système de santé dans une logique d'entreprise et de vente de prestations de santé rentables. De nombreux services et

lits sont fermés régulièrement, exemple le service des maladies de l'hôpital Saint-Joseph de la ville de Paris, laissé 500 malades sur le carreau. Le pouvoir réponde à ses missions, permettre le dépistage des soins de qualité pour tous sur l'ensemble du territoire, une logique de prévention et de soins. La recherche doit redevenir un outil public. Pour cela, elle doit être publique, indépendante des lobbys industriels, et prendre en compte les populations qu'elle néglige : femmes, enfants, personnes co-infectées par les hépatites, VIH, usagerES de drogue. Des

Marche à Paris
« Sida 2012 :
Battre la campagne ! »
RV à 18 h 30 à Bastille.

A, tous les niveaux



Nous voulons

Pour un véritable accès à la santé, nous réclamons:

- la suppression des forfaits et des franchises médicales ;
- l'application du 100% sécu sur le principe de solidarité : « chacun contribue selon ses moyens et reçoit selon ses besoins » ;
- des campagnes nationales de prévention en direction des différentes populations ;
- l'accès gratuit à la CMU et la CMU complémentaire pour les personnes migrantes ;
- la gratuité, la promotion, la disponibilité et la diversité des outils de prévention : préservatifs, gels, gants, digues dentaires, kits d'injection, etc. ;
- la mise en place d'un dialogue égal entre les scientifiques, les intervenantEs de terrain, les malades et les responsables des politiques de prévention.

Pour l'égalité des droits, nous revendiquons:

- égalité totale et réelle pour les personnes LGBTI (mariage, adoption, PMA, parentalité, droits sociaux, etc.) ;
- changement d'état-civil, et/ou de numéro de Sécu, sans passer par un parcours psy ou judiciaire pour les trans ;
- mise en place d'un plan de lutte contre les discriminations envers les personnes LGBTI ;
- mise en place d'un plan de lutte contre les discriminations envers les séropos, auprès du grand public, dans le monde du travail et auprès des professionnels de santé ;
- construction massive de logements sociaux et garantie du caractère prioritaire des personnes séropositives dans l'attribution des logements sociaux ;
- pas un seul revenu en dessous de 1 600 euros net par la revalorisation de tous les minimas sociaux ainsi que de la pension d'invalidité et de l'Allocation adulte handicapé ;
- modification de l'arrêté du ministère de la Santé de 1998 qui interdit les soins funéraires aux séropos ;
- un accès réel aux assurances et à la couverture des emprunts aux personnes vivant avec le VIH ;
- sanctionner le refus de soins aux personnes séropos.

Un combat international

À l'échelle internationale, les pays riches s'étaient engagés à assurer un accès universel aux traitements dès 2010. La crise financière leur a fourni un prétexte idéal pour renier ces engagements. Dans un contexte économique ruiné du seul fait des politiques libérales, les choix politiques sont opérés en faveur des banques et des traders au détriment de millions de malades.

Le Fonds mondial de lutte contre le sida, le paludisme et la tuberculose¹, qui collecte, gère et reverse des ressources et des financements afin de lutter contre la pandémie, est sous-financé au regard des besoins des pays les plus pauvres. La contribution française est notoirement insuffisante.

Les responsables politiques cèdent aux exigences, notamment tarifaires, de l'industrie pharmaceutique et à ses pressions. Les laboratoires pharmaceutiques parlent de la « concurrence des génériques », les pays riches font pression sur les pays pauvres pour limiter leur recours aux génériques.

Récemment, les accords ACTA (Anti Counterfeiting Trade Agreement) illustrent parfaitement les méthodes et objectifs des tenants du pouvoir : négocier entre pays riches et industriels, hors débat démocratique, des accords commerciaux qui assimilent les médicaments génériques à de la contrefaçon, quitte à priver les malades des pays les plus pauvres de l'accès à des traitements pourtant vitaux.

1. <http://www.theglobalfund.org/fr/about/>

comme par
infectieuses
Paris qui a
rreanu. Pour
ns de service
et prodiguer
utes et tous
ne nouvelle
ins doit être

plus efficaces doivent prendre en compte la qualité de vie des personnes sous traitement (nombre de prises, taille des cachets, effets secondaires, etc.).

L'accès à la santé nécessite aussi l'accès à la prévention, une sensibilisation du grand public et la diversification des outils de réduction des risques (préservatifs féminins et masculins, digues dentaires, kit pour les usagerEs de drogue, etc.). La banalisation du VIH, l'augmentation du diagnostic chez les jeunes gays, la baisse des moyens pour les actions de terrains des associations, et la baisse du niveau d'information sont une responsabilité politique qui nécessite un plan d'ampleur.

Égalité des droits et droits sociaux

Avec l'apparition et l'hécatombe du sida dans les années 1980 qui a dévasté la communauté LGBT, une partie des mouvements militants et revendicatifs gays s'est reconvertie en mouvement de lutte contre le sida et pour l'égalité des droits. La revendication d'une union civile et de l'ouverture du mariage aux personnes du même sexe est une des réponses portée face à la haine, la peur, l'isolement subis par celles et ceux qui perdaient leur compagne ou compagnon sans reconnaissance de leur statut de couple. Perte de leur logement, des biens acquis en commun, interdiction de participer aux démarches funéraires, etc., furent souvent la concrétisation de la haine des minorités sexuelles, touchées alors par ce qui était appelé le « cancer gay ».

À l'heure actuelle, les mobilisations et la visibilité ont permis certains progrès et une amélioration de la qualité de vie pour de nombreuses personnes touchées par le VIH, notamment avec l'apparition des trithérapies, la création du Pacs, puis son amélioration avec, par

exemple, la mention du Pacs sur l'acte de décès depuis le 14 avril dernier. Mais vivre avec le VIH est aussi un facteur de précarité important. En France, le taux de chômage des personnes séropos est d'environ 20%, et la moitié des séropos vit sous le seuil de pauvreté. Moins de la moitié des personnes vivant avec le VIH dispose d'un logement personnel (rapport Yéni 2008).

Dans ces conditions, comment se soigner et vivre correctement alors que l'on sait que la précarité et l'absence d'un domicile fixe et décent sont des facteurs de mauvais suivi des traitements? En obligeant les trans à passer par des opérations stérilisantes pour obtenir des papiers en conformité avec leur genre ou en octroyant des papiers non conformes à leur apparence, l'État discrimine une population qui est parmi les plus touchées par la précarité. Refus d'emploi, refus de logement, parcours psychiatrique pour avoir accès aux hormones ou aux chirurgies, etc., se cumulent alors aux difficultés liées au VIH.

ÉTATS-UNIS Les IndignéEs ne baissent pas les bras



Le mouvement des IndignéEs américainEs, parti de Wall Street à New York, prend de plus en plus d'ampleur aux États-Unis. La répression policière, loin de décourager les manifestantEs, contribue à amplifier le mouvement et à le rendre plus populaire. Thomas, éducateur investi dans le mouvement « Occupy Wall Street » depuis le début, a répondu à nos questions.

Peux-tu te présenter? Quelle est ta place dans le mouvement et comment y es-tu entré?

Je travaille comme éducateur dans un collectif qui emploie des méthodes pédagogiques démocratiques pour la justice sociale et pour la construction de groupes militants. Je suis dans le mouvement depuis le début, j'ai participé à des réunions d'organisation et je suis dans le militantisme étudiant depuis plusieurs années. J'ai déjà participé à ce type d'occupation. Beaucoup de ceux avec qui j'ai milité se sont engagés dans cette occupation dès le début. Au départ, j'essayais simplement de comprendre de quoi il s'agissait, de savoir si c'était quelque chose qui pouvait devenir un vrai mouvement. J'étais très sceptique au début. Je pense que les événements dramatiques des premières semaines, la répression et la manifestation de masse qui a suivi... les flics nous ont vraiment aidés à construire le mouvement! Cela m'a donné encore plus envie de me battre, et cela a permis aussi de voir le potentiel qui existait pour construire un vrai mouvement.

Que penses-tu des perspectives du mouvement après l'évacuation du square Zuccotti?

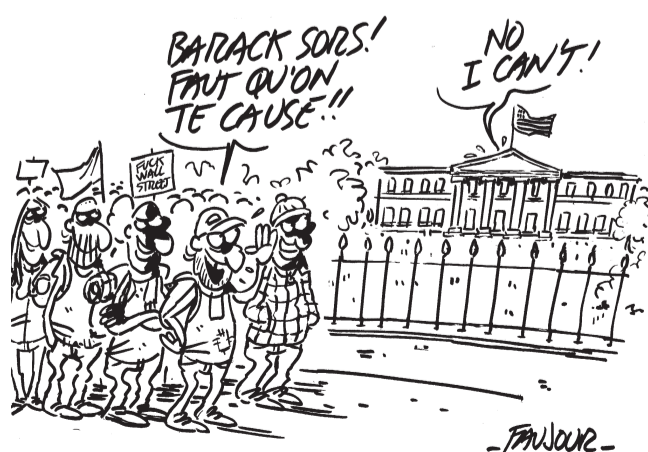
Tout d'abord, nous avons perdu une bataille très importante, mais en réalité le mouvement va bien au-delà de ce square, et c'est le cas depuis longtemps. Cela n'a pas affecté le mouvement qui est plus large. Nous avons besoin d'un endroit symbolique où les gens peuvent se réunir, l'idée de l'occupation est de reprendre le contrôle de l'espace public, donc c'est essentiel. En même temps, l'important est de passer de l'action symbolique à l'action réelle, et c'est une opportunité de ce point de vue. Il faut prendre toutes les merveilleuses idées alternatives que les gens sont en train de créer, comme des écoles démocratiques, ou une façon égalitaire de faire du travail social, ou des logements pour les gens qui en ont vraiment besoin... Il faut faire cela de façon radicale tout en le connectant à un mouvement créatif. Je pense qu'il est important de créer une alternative tout en luttant pour protéger un espace où la créer. L'alternative doit devenir réelle, et pas seulement symbolique.

Quel message à livrer aux autres IndignéEs, européens, français?

C'est une inspiration incroyable pour nous. Les projecteurs sont sur New York, mais l'important c'est tout le travail d'organisation qui se fait partout, dans les petites villes, dans tout le pays et dans le monde entier. Nous avons été énormément inspirés par... vous! Par les gens qui se sont soulevés en Europe, au Moyen-Orient et qui continuent de se battre non seulement à des moments politiques importants, mais aussi comme partie d'un mouvement mondial.

Propos recueillis par Olivier Besancenot
(traduction: Sylvestre Jaffard)

LES INDIGNÉS À WASHINGTON



YÉMEN Saleh, dégage!

Après une répression terrible depuis le 16 janvier dernier, le président du Yémen a accepté la proposition de l'Arabie saoudite et devrait quitter le pouvoir.

Cette fois-ci pourrait être la bonne. Le président yéménite Ali Abdallah Saleh, au pouvoir depuis 1978 (d'abord président de la République du Yémen du Nord, puis de tout le Yémen après la réunification entre Nord et Sud actée en 1990), semble être sur le départ. Ayant signé un accord de transition du pouvoir, le 23 novembre dans la capitale saoudienne Ar-Ryad, Saleh devra abandonner son pouvoir en février prochain. Il ne gardera que le titre honorifique de « président d'honneur ». Si l'accord est réellement respecté (et sauf bouleversement dans un autre pays d'ici février 2012), Ali Abdallah Saleh sera le quatrième chef d'État arabe à perdre son pouvoir dans le contexte des bouleversements communément appelés « Printemps arabe ». Avant lui, c'était le cas du Tunisien Ben Ali, du président égyptien Moubarak et, dans des circonstances particulières mêlant une rébellion intérieure, une guerre civile mais aussi une intervention militaire impérialiste, du « guide » libyen Kadhafi.



Sanaa, le 25 novembre. Les manifestants réclament un procès pour Saleh. (REUTERS/KHALED ABDULLAH ALI AL MAHDI)

MANIFESTATIONS MASSIVES

Au Yémen, les manifestations contre le pouvoir de l'éternel président avaient commencé le 16 janvier dernier – le surlendemain de la chute du dictateur tunisien Ben Ali – dans la capitale Sanaa. D'abord petites, elles étaient devenues massives au bout d'une dizaine de jours, à la suite notamment de l'arrestation puis de la libération de la présidente de l'association Journalistes sans chaînes, Tawakoul Karman (devenue, depuis, co-lauréate du Prix Nobel de la Paix 2011). Dès le 3 février, Saleh avait été contraint d'annoncer qu'il ne se présentait pas à une nouvelle « élection », en 2013. Mais les opposants et la société yéménite refusaient de lui faire confiance. Ils et elles avaient raison de se méfier, comme allaient le montrer les manœuvres du président tout au long de l'année. Les manifestations contre son pouvoir mobilisèrent à plusieurs reprises des centaines de milliers, voire des millions de manifestants dans les centres urbains. Pendant de longs mois, Saleh a fait semblant de négocier avec ses opposants, tout en refusant en fin de compte de s'engager sur quoi que ce soit. Alors que les monarchies

conservatrices du Golfe – soucieuses de maintenir la stabilité de la région en assurant une « transition pacifique », contrôlée et institutionnellement canalisée – avaient proposé un accord de transfert du pouvoir, Saleh avait fait la fine bouche. Grièvement blessé dans un attentat à la bombe le 3 juin dernier, puis parti se faire soigner en Arabie saoudite, Saleh est rentré au pays le 23 septembre.

IMPUNITÉ

Il a fini par accepter la proposition élaborée par les monarchies du Golfe. Celle-ci a surtout un prix assez difficile à accepter pour toute l'opposition : l'impunité garantie à l'ancien président, ainsi qu'à son entourage, une fois qu'il aura quitté le pouvoir. Après la répression des manifestations ayant fait au moins 850 morts et plus de 25 000 blessés au total, c'est une énorme couleuvre à avaler. Des dizaines de milliers de manifestants ont d'ailleurs dénoncé cette promesse faite à l'ex-« homme fort » du pays lors de rassemblements à Sanaa, vendredi 25 novembre. Or, le pouvoir ayant pris les devants, la télévision officielle a annoncé, dimanche 27 novembre, qu'une « amnistie générale pour tous ceux qui ont commis

des erreurs pendant la gestion de la crise » avait été décrétée. Le président, une fois devenu ex-chef d'État, saura s'en prévaloir. L'accord de transition, rejeté (pour certaines de ses conséquences en tout cas) par les manifestants ainsi que par le mouvement des Jeunes de la révolution, associé cependant formellement l'opposition parlementaire. Il semble également satisfaire les militaires « dissidents » autour du général Ali Mohsen Al-Ahmar, qui s'était érigé en rival du président Saleh.

Une élection présidentielle, qui déterminera son successeur, aura lieu le 21 février 2012. En attendant, un représentant de l'opposition officielle, Mohamed Basindawa, a été chargé de former un gouvernement « d'union nationale ». Basindawa, qui fait figure d'« indépendant » au Parlement yéménite, avait fait partie de l'administration Saleh et avait été son ministre des Affaires étrangères, avant de rompre avec lui. Son gouvernement sera composé pour moitié de membres de l'opposition parlementaire et pour moitié de membres du parti de Saleh, le Congrès général du peuple.

Berthold du Ryon

TUNISIE Les travailleurs de nouveau en lutte

Les intérimaires de la Compagnie des phosphates de Gafsa ont arrêté la production, les travailleurs du secteur pétrolier devaient se mettre en grève le 28 novembre.

Les résultats des élections à l'Assemblée constituante tunisienne sont mauvais pour toutes celles et tous ceux qui militent pour l'émancipation. Car celle-ci ne viendra certainement pas d'une organisation réactionnaire (parti islamiste Ennahdha) dont des militants se sont lâchés avant même les résultats des élections, agressant des femmes, les harcelant et les menaçant. Une organisation dont le programme économique est dans la droite ligne des exigences du FMI. Cette défaite électorale pour les révolutionnaires ne signifie cependant pas une stabilisation de la situation, n'en déplaie à tous ceux qui montrent du doigt ces pays arabes dont le soulèvement mènerait inéluctablement à l'islamisme! Une telle vision oublie les travailleurs mobilisés, vigilants, déterminés à faire respecter leurs droits. Ils luttent depuis plus de neuf mois, se sont d'abord révoltés contre le chômage et la précarité, contre lesquels rien n'a été entrepris à ce jour. Ils savent que ce n'est pas Ennahdha, qui apparaîtra rapidement comme serviteur de l'ordre économique établi, qui va résoudre ces questions. En effet, Ghannouchi, chef de file d'Ennahdha, multiplie les déclarations – pour rassurer les capitalistes – en faveur de l'économie de marché, pour le paiement de la dette, mais rien pour les travailleurs et les chômeurs,

rien pour les familles des victimes de la répression depuis fin décembre. Alors l'étincelle, encore une fois, est venue du bassin minier. Le 17 octobre débute – dans un silence médiatique assourdissant – une grève des intérimaires de la Compagnie des phosphates de Gafsa, qui bloque totalement la production. Le 8 novembre, un groupe d'agents a repris le travail, ce qui a permis de relancer partiellement la production. Mais les sit-in des diplômés chômeurs – réclamant les résultats d'un concours de recrutement au Groupe chimique tunisien, dont fait partie la Compagnie des phosphates de Gafsa, concours passé en... mars 2011 – provoquent la réduction de moitié de la production et surtout l'arrêt de l'acheminement de phosphates par la SNCFT vers le port de Gabès. La proclamation des résultats, le 23 novembre, n'a rien arrangé... Ceux des villes de Mdhilla et Omm Larayess ont été rejetés par la population car les critères sociaux d'attribution des postes n'auraient finalement pas été pris en compte. Les manifestations et sit-in se sont multipliés depuis, et les affrontements avec les forces de l'ordre ont été violents. Les manifestants ont attaqué des symboles du pouvoir économique : siège de la Compagnie des phosphates, trésor public, etc. mais aussi des symboles du – nouveau – pouvoir politique, les sièges

d'Ennahdha dans le bassin minier. Cette situation tendue a amené le gouvernement à suspendre la proclamation de tous les autres résultats du concours! La colère gagne tout le bassin, et plusieurs autres régions du pays se mobilisent. À Kasserine, c'est le mépris envers les familles des victimes de la répression depuis le début de la révolution qui a alimenté de nouveau la colère. À Tataouine, ce sont les travailleurs du secteur pétrolier qui devaient se mettre en grève à partir du 28 novembre. Et le couvre-feu décrété dans plusieurs régions, l'armée mobilisée pour harceler et terroriser les manifestants, n'entament en rien la motivation des travailleurs et de ces populations.

Face à cette situation, la principale réaction d'Ennahdha a été d'accuser les militants d'extrême gauche de semer le trouble dans la région pour empêcher le parti d'installer son pouvoir localement. Il a par ailleurs essentiellement pointé du doigt l'irresponsabilité des manifestants qui dégradent les biens publics. Entre les revendications populaires et les préoccupations de ce nouveau parti au pouvoir, le fossé est énorme : les seules propositions de loi d'Ennahdha à ce jour concernent... la légalisation de la polygamie et la modification des lois sur l'adoption!

Commission Maghreb du NPA

Convois de déchets nucléaires, danger permanent

Le 26 novembre, un nouveau train devait partir de Valognes pour acheminer des déchets vitrifiés en Allemagne. Les antinucléaires ont affronté les forces de « l'ordre ».

Le dernier convoi de déchets vitrifiés à destination de l'Allemagne est parti mercredi 24 novembre de Valognes dans la Manche. Il a fait l'objet d'une forte contestation tant en France, où 400 militantEs ont tenté de faire obstacle à son départ, qu'en Allemagne où des dizaines de milliers de personnes ont manifesté. Dans les deux pays la mobilisation des forces de l'ordre, par leur violence et leur nombre, témoignait de l'enjeu économique du retraitement des combustibles effectués à l'usine Areva de la Hague. Chaque année, l'usine de la Hague reçoit 450 « châteaux » soit 1 500 tonnes de combustibles usés en provenance des 58 réacteurs français. À cela s'ajoutent les 5 500 tonnes de déchets allemands traités entre 1977 et 2008 et les milliers de tonnes de combustibles usés provenant d'Italie, du Japon, de Hollande et de Belgique. Les déchets vitrifiés transportés le 24 novembre dans onze wagons faisaient partie des 4% de combustibles usés qui ne peuvent être retraités et qui doivent être entreposés puis enfouis en Allemagne. Les 96% restant (combustibles issus du retraitement et plutonium) sont aujourd'hui inutilisés et restent à la Hague.

STOCK DE DÉCHETS RADIOACTIFS

C'est toute l'aberration du système de retraitement qui s'illustre ici. La France comptait utiliser ces combustibles retraités comme nouveau combustible pour ses centrales et le revendre aux centrales étrangères. Ce commerce hautement radioactif a fait chou blanc. Moins de centrales dans le monde que prévu, un minerai d'uranium moins rare qu'envisagé et surtout un nouveau combustible qui ne pourra être retraité une seconde fois après son utilisation. Le système français ne fait donc que retarder l'inévitable, la création d'un stock considérable de déchets hautement radioactifs. Si le mouvement antinucléaire a mis l'accent sur les transports internationaux, c'est



Rennes, le 15 octobre 2011. Manifestation antinucléaire. (PHOTO THÉÂTRE ROUGE/DJAMERON)

parce qu'ils sont aisément identifiables. Mais en France, c'est un peu l'arbre qui cache la forêt. Un « Castor » ou « Château » circule chaque jour sur le réseau ferré français à destination de la Hague. Et là, pas d'identification. Ces wagons circulent dans des trains de fret régulier, ils traversent et s'arrêtent parfois dans de grandes zones urbaines et leurs itinéraires sont de l'aveu même de l'Agence de sûreté nucléaire (ASN) laissés à la seule responsabilité du transporteur (la SNCF). De tels wagons transitent par plus d'une centaine de passages à niveau et circulent dans des triages dont l'état des voies provoque des dizaines de déraillements par an.

POPULATIONS EN DANGER

Avec des wagons fortement irradiés à plein comme à vide, un accident ferroviaire aurait des conséquences très graves. En Italie, où l'équivalent du plan Orsec est public, un rayon de 15 km autour du wagon serait considéré comme définitivement irradié.

Des agglomérations sont ainsi menacées à chaque transport. Et même en l'absence d'accident, ces convois présentent un danger d'irradiation tel que SUD Rail a dû déposer un droit d'alerte pour protéger les cheminotEs chargés de la manœuvre des trains et de leur conduite. 30 minutes au contact d'un « Château » suffisent pour recevoir la dose annuelle admissible : 1 milliSievert/an. Ces wagons sont régulièrement stationnés en pleine gare, le long des quais voyageurs, et l'ensemble des populations est exposé. En finir avec les transports pour protéger les populations et les cheminotEs, c'est mettre en cause le retraitement des déchets et combustibles usés. C'est ce que demande le NPA. Avec l'arrêt des réacteurs âgés de plus de 30 ans, la fermeture de La Hague et l'arrêt des transports de déchets sont d'une urgente nécessité et doivent faire partie des premières mesures d'un gouvernement courageux et responsable. **Dominique Malvaud**

en brèves

Maroc, 21 % d'électeurs. Contrairement à la propagande officielle, les élections législatives du 25 novembre ne sont pas un succès pour le pouvoir. Le taux de participation officiel de 45% est certes plus important qu'en 2007 (37%) mais 2 millions de personnes inscrites ont « disparu » des listes depuis. Ainsi, le nombre officiel d'inscrits est de 13,5 millions alors que le nombre de personnes en âge de voter est de 22 millions. Si par ailleurs, on intègre les votes blancs (20%), ce sont en réalité 21% d'électeurs qui ont apporté leur suffrage à un des partis en lice. À cela, il faut ajouter les pressions multiples, les achats de voix pour inciter au vote. Le seul parti vainqueur à une très large majorité est celui des abstentionnistes et des partisans du boycott. La victoire du parti islamiste PJD (Parti de la justice et du développement) est donc relative (107 députés). Elle traduit surtout un arrangement avec le pouvoir. Ce dernier ne pouvait remettre en selle les partis traditionnels discrédités et contestés par la rue. Le PJD qui n'a jamais assumé de responsabilités gouvernementales a mené campagne sur la question de l'emploi, des salaires et de la corruption. Sa fonction est de donner l'apparence du changement politique. Des tractations sont en cours avec les « libéraux » et les « socialistes » pour former une majorité gouvernementale mais, dès le 26, les manifestations ont repris massivement... aucune combinaison électorale ne fera reculer la mobilisation populaire. Nous y reviendrons dans le prochain numéro de *Tout est à nous* !

Ascenseurs : salariés et usagers en danger. Beaucoup d'émotion lors du rassemblement d'une centaine de salariés de l'ascenseur, lundi 28 novembre, devant l'immeuble de l'Armée du Salut, Paris 11^e. C'est là que jeudi dernier, un technicien a trouvé la mort et que trois autres ont été blessés. Si le déroulement de l'accident et ses causes précises ne seront connus que plus tard, la multiplication des accidents et incidents graves dans la profession a des causes profondes. La conception, la réalisation des ascenseurs subissent la recherche d'économies : tout est calculé en vue du moindre coût pour plus de profits. L'accroissement de l'activité a été mal anticipé : recrutement accéléré, formation insuffisante. Pour compenser ces difficultés, c'est le recours massif à la sous-traitance, là où formation, respect de la sécurité et syndicalistes sont encore plus maltraités. Les temps de maintenance sont sous la pression d'un rythme de travail intense. Les pressions et le harcèlement pour atteindre les « objectifs » altèrent la vigilance des techniciens et dégradent leur santé. Il en résulte une mise en danger des techniciens comme des usagers. Rien à voir avec des erreurs ou imprudences de techniciens, mais une logique de rentabilité qui permet aux quatre grands groupes monopolisant les activités de la profession de ne pas connaître la crise et d'être assis sur des bénéfices et profits substantiels. Diminution des charges de travail, embauches dans tous les services, formation des techniciens : il est plus que temps de redresser la situation.

Grèce : du courant pour tous !

Entre autres mesures gouvernementales, celle d'imposer soudain une taxe d'habitation de plusieurs centaines d'euros au minimum est d'autant plus terrible que celle-ci a été intégrée aux factures d'électricité, avec menace de couper le courant à tous ceux qui ne la paieraient pas. Or, c'est impossible pour des dizaines de milliers de travailleurEs, chômeurEs, retraitéEs, déjà accabléEs par les baisses de rémunérations ou de pensions, et le commissaire européen à l'Énergie vient lui-même de noter le caractère non constitutionnel de lier un impôt à la redevance électrique ! Face à cette attaque accompagnée de premières coupures – des habitants relogés dans des containers depuis un séisme en 1995 ont aussi été taxés ! – la riposte s'organise autour de comités locaux unitaires, et les travailleurs de DEI (EDF grec) se mobilisent. Ils ont occupé la semaine passée le centre d'Attique où étaient décidées les coupures mais le gouvernement a envoyé ses flics, arrêtant une quinzaine de personnes, dont le président du syndicat (unique), Nikos Fotopoulos. Celui-ci, qui doit être jugé mercredi 30, a déclaré : « si c'est être illégal que de refuser de couper le courant à des chômeurs, des petits salariés, des retraités, alors, nous voulons bien être tout à fait illégaux ! » À la veille d'une nouvelle grève générale jeudi 1^{er} décembre, soutenons ce combat et les inculpés ! **A. Sartzekis**

Tribune gauche anticapitaliste

École : des parcours d'apprentissage, les 35 heures... vraiment ?

La campagne présidentielle peut être une occasion de développer notre analyse de la situation dans tous les domaines et de proposer des réponses alternatives. Ce n'est pourtant pas ce parti que prennent les auteurEs des réponses aux questions de France Inter, publiées dans *Tout est à nous* ! n°124, à propos de l'école. Le service public d'éducation est aujourd'hui dans l'œil du cyclone. Les contre-réformes accumulées ces 20 dernières années et accélérées depuis 2007 constituent désormais un tableau cohérent et presque abouti de l'école dont rêve la bourgeoisie française, en lien avec les préoccupations plus générales de l'Union européenne ou de l'OCDE. Il s'agit tout à la fois d'en finir avec un des secteurs les plus combattifs, d'arrêter de répondre à la demande sociale d'éducation – le patronat français n'ayant plus intérêt à une hausse indifférenciée de la qualification de la main-d'œuvre – et de faire en sorte que l'éducation se conforme à la logique managériale. Dès lors, l'urgence est pour nous de rendre visible et intelligible cette logique générale, à l'occasion de chaque mobilisation défensive sur une nouvelle attaque, et d'avancer les éléments d'un projet radicalement alternatif.

Or, les réponses du NPA ne donnent à voir ni la logique globale des attaques ni un projet alternatif.

De fait, elles incluent des formules glissantes du point de vue même des revendications syndicales. C'est le cas du « parcours d'apprentissage » de « chaque jeune », qui « doit pouvoir être adapté ». Formulés ainsi et sans plus d'explication, on croirait lire une circulaire ministérielle. Les enseignantEs se battent contre la logique d'individualisation qui renforce la ségrégation interne à l'Éducation nationale, renforce la culpabilisation individuelle face aux difficultés scolaires et déstructure le groupe classe. C'est encore plus net sur le temps de travail. En réponse à une question sur l'instauration des 35 heures dans l'EN et les nouvelles missions des enseignantEs, l'article indique : « oui aux 35 heures, et même aux 32 heures qui seraient réparties entre le temps de travail devant les élèves et hors de leur présence ». Voilà qui va faire bondir dans les écoles, les collèges, les lycées, les universités. Et c'est mal connaître les problèmes actuels des enseignantEs. L'addition des tâches « hors-classe » (préparations, corrections, suivi des élèves, concertation...) et des heures de cours fait un total plus proche des 42 heures que des 35. Mais la multiplication des tâches autres que l'enseignement est justement un moyen d'augmenter le temps de travail des enseignantEs sans aucune limite et de supprimer des postes de personnels administratifs. L'hypothétique « 35 heures toutes tâches comprises » renvoie à une idée du Sgen-CFDT... à laquelle les libéraux se rallient sans complexe pour redéfinir au passage la nature des missions enseignantes.

Autre problème : face aux inégalités sociales et scolaires, on renvoie à la responsabilité du capitalisme lui-même, et on en appelle au droit au logement, au travail et aux soins gratuits. Et notre projet pour l'école, alors ? De même, à la question sur « la 2^e carrière des enseignantEs », on omet de répondre que la question elle-même n'a pas de sens et que les enseignantEs ne veulent pas changer de travail mais avoir les moyens de le poursuivre dans de bonnes conditions et sans que leurs missions ne soient dénaturées. Faut-il comprendre qu'aucune réforme n'est possible avant la révolution socialiste ?

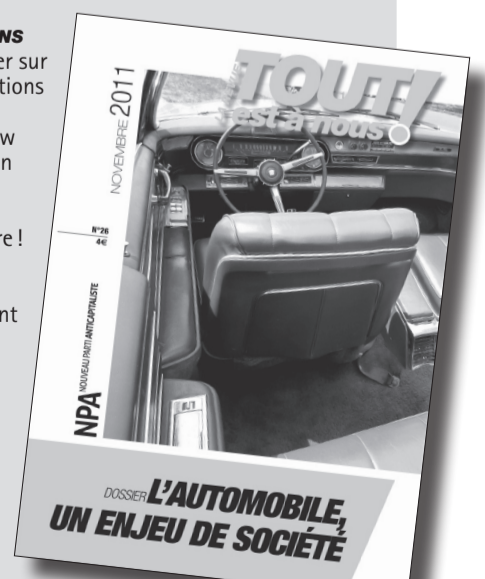
Il nous semble qu'il s'agit là d'un bon exemple des impasses actuelles de la campagne du NPA : propagandisme abstrait, absence de revendications transitoires, manque de sérieux sur la complexité des enjeux de la situation, et ce dans l'ensemble des champs qui nous concernent. Avec la décrédibilisation que cela implique, bien au-delà de la campagne elle-même...

Pour tout contact : contact.gauche.anticapitaliste@gmail.com

LE N°25 DE TOUT EST À NOUS ! LA REVUE EST DISPONIBLE

VOUS TROUVEREZ DANS CE NUMÉRO un dossier sur l'automobile, six questions réponses sur la dette publique, une interview d'étudiants chiliens, un débat sur les Indignés israéliens... et bien d'autres articles encore !

Vous pouvez vous le procurer en envoyant un chèque de 4 euros à l'ordre de NSPAC à : *Tout est à nous* !, 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil Cedex. Pour vous abonner, remplissez le formulaire page 11.



Fournier à Dijon, « le dernier article en rayon »

Nous nous sentons « comme le dernier article en rayon dans un supermarché ! » déclare dans sa rage une employée de Fournier au journal local. Ce laboratoire pharmaceutique de Dijon comptait 4000 salariés il y a dix ans, 600 en 2005 après le rachat par Solvay de la plupart des sites. La firme Abbott, transnationale avait racheté, en 2010, les sites restants. Ce 8 novembre 2011, la direction et les actionnaires d'Abbott ont annoncé leur intention de liquider les laboratoires Fournier.

Pour Abbott et ses actionnaires, tout va bien : 3,49 milliards d'euros de résultats net en 2010 pour 90000 salariés dans le monde, soit plus de 38000 euros par salarié pour cette seule année 2010 ! Mais dans ce système fou, ce n'est pas encore assez et ce sera sans doute encore mieux demain après avoir liquidé les 311 emplois de Fournier, tout en conservant le chiffre d'affaires provenant de la vente des produits mis au point dans ce laboratoire.

La richesse de l'entreprise, les molécules et produits commercialisés, sont le fruit du travail de tous ses salariés. Le syndicat ne parle que des indemnités et de la reprise par trois cadres qui veulent lancer leur PME, en conservant une centaine d'emplois. Pourtant, avec la mobilisation et l'appui des autres travailleurs et de la population, d'autres choix seraient possibles : ouvrir et contrôler les comptes, réquisitionner le site pour que l'activité continue, faire campagne pour interdire ces licenciements et qu'Abbott paye. Le Nouveau Parti anticapitaliste de Dijon affirme sa solidarité avec les salariés de Fournier Abbott. Il soutiendra toutes les initiatives de lutte qu'ils seront amenés à prendre pour sauver leurs emplois.

Lille: l'abus de pouvoir de l'ARS condamné

En juillet 2009, l'Agence régionale hospitalière (future Agence régionale de santé - ARS) Nord-Pas-de-Calais avait décidé de ne pas renouveler dans ses fonctions de chef de service, le psychiatre Pierre Paresys. Il s'agissait d'un acte arbitraire de répression contre un médecin et un syndicaliste opposé aux politiques de marchandisation de la santé et combattant la politique du « tout-sécuritaire » en psychiatrie. Le 4 novembre le tribunal administratif de Lille a annulé la décision de l'ARS Nord-Pas-de-Calais estimant qu'elle ne relevait pas de ses compétences, et qu'il y avait donc abus de pouvoir. Une victoire alors que se multiplient les actes de répression contre ceux qui osent résister aux volontés du Prince.

M-real s'invite au salon des maires



(DR)

L'État prétend mettre la pression sur Metsaliitto mais ne pas avoir de moyens car Metsaliitto n'est pas présent en France. Un mensonge de plus, pour cacher leur refus d'agir ! L'un des groupes de Metsaliitto, Metsa Tissue, expose en ce moment au salon des maires au Parc des expositions de la porte de Versailles à Paris. Ils cherchent à vendre leurs produits et la marque aux mairies, administrations, écoles, collectivités de l'ensemble du territoire.

La décision a été prise mardi au Collectif de s'y pointer. À l'assemblée générale de mercredi midi, devant 180 personnes, l'objectif d'une action à Paris pour la journée (sans plus de précisions) a été présenté. Le jeudi matin, partis à 9 heures, nous étions 150 dans trois cars. Presque tous ont réussi à passer les contrôles de sécurité. Tracts, autocollants pour décorer le stand, puis défilé le long des allées du salon, Thierry Philippot, déchaîné au mégaphone, expliquait pourquoi il faut boycotter Metsa Tissue. Et puis, repris par tous et toutes à pleine poitrine : « Interdisons les licenciements chez M-real comme ailleurs »...

Une belle opération qui donne la pêche, même si le « contre la montre » devient de plus en plus serré.

Marseille, casting permanent contre la vidéosurveillance

La mairie de Marseille compte installer 320 caméras dans la ville. Payés par les impôts, au détriment de la réfection des parcs pour enfants, de l'aménagement des trottoirs légalement transformés en parking par l'adjointe à la sécurité, et de la propreté minimum, cette vidéosurveillance jugée inefficace à Londres de l'aveu même du chef de Scotland Yard, est remise en cause par nombre de citoyens. Certains ont saboté les mâts, d'autres font des campagnes d'affichage ou disposent des pancartes sur les poteaux, d'autres encore ont édité une carte de la vidéosurveillance nommée Casting permanent. La Lutte enchantée, chorale de chants révolutionnaires, a organisé une tournée de ce dispositif jeudi dernier.

RASSEMBLEMENT FÉMINISTE CONTRE LE SYSTÈME PROSTITUEUR

Une belle réussite

Dans le cadre de la journée internationale pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes, le Collectif droits des femmes 66* a co-organisé avec l'association féministe barcelonaise, Dones d'Enllaç, un rassemblement contre le système prostitueur le samedi 26 novembre 2011.

La rencontre entre les militantes françaises et catalanes a eu lieu au Perthus, devant l'ancien poste frontière, à quelques kilomètres seulement de La Jonquera, où a été inauguré cette année le bordel « le plus grand d'Europe » ! Après la jonction symbolique à la frontière des deux banderoles, au message commun - « notre corps n'est pas une marchandise » - en français et en catalan, le cortège d'environ 400 personnes a défilé sur l'avenue principale du Perthus.

UNE MANIFESTATION DYNAMIQUE ET DÉTERMINÉE

Certaines ont fabriqué leur propre pancarte, d'autres défilent derrière la banderole ou les drapeaux de leur organisation, et l'on s'échange les slogans repris par tous dans les deux langues ! De nombreux collectifs ou associations ont fait le déplacement : les collectifs pour les droits des femmes de l'Aude, de Midi-Pyrénées, de Montpellier et de Marseille, le Mouvement du Nid, le Planning familial, la CATW, coalition contre la traite des femmes, la Marche mondiale

des femmes, mais aussi des spécialistes du système prostitutionnel telles la journaliste et écrivaine Claudine Legardinier et le docteur Judith Trinquart, secrétaire générale de l'association Mémoire traumatique et victimologie. Des femmes, bien sûr, mais aussi beaucoup d'hommes venus dire, au nom des droits humains, qu'il est inacceptable de considérer le corps de l'autre comme une marchandise. Car la prostitution, en tant que rapport sexuel non désiré, détruit psychologiquement et physiquement.

LE NPA FORTEMENT MOBILISÉ

Les militantes du NPA se sont fortement mobilisées pour cette initiative, en solidarité avec les victimes de la prostitution, pour réclamer la suppression de toute forme de répression à l'encontre des personnes prostituées, notamment l'abrogation du délit de racolage, le renforcement de la lutte contre le système prostitueur, la mise en place



(GLÒRIA CASAS VILA)

d'une politique alternative à la prostitution, qui donnera de véritables moyens aux services publics, aux associations qui accompagnent les personnes prostituées désirant sortir de la prostitution, la régularisation des personnes immigrées sans papiers, prostituées, sans obligation de dénonciation du réseau, et les moyens de mettre en œuvre une éducation qui lutte contre les stéréotypes, le sexisme et toutes

les discriminations.

La réussite de cette mobilisation unitaire a aussi permis de renforcer les liens féministes au-delà du département et même au-delà des frontières!

NPA66

*Le Collectif Droits des Femmes 66 : APEX - ASTI - ATTAC - Ass. des Femmes - CGT Ferc - EELV - Femmes Solidaires - FSU - LDH - MRAP - NPA - PCF - PG - PS - Solidaires.

Fortes, solidaires et en colère: dans la rue contre les violences sexistes

À Lyon, un collectif d'organisations a organisé une manif non mixte et nocturne.

À la suite de l'appel d'un collectif d'organisations féministes lyonnaises à une marche de nuit non mixte contre les violences sexistes, le samedi 26 novembre, environ 300 personnes, des nanas et des trans, ont manifesté de la place de la Guillotière aux pentes de la Croix-Rousse, en passant par Saint-Jean et Terreaux. Une manifestation dynamique, résolument offensive, que n'ont freiné ni les remarques sexistes ni les provocations fascistes. Les nuits, les rues sont à nous !

C'est la première marche de nuit non mixte depuis 1999 et dès le début de la marche, nous étions là. Visibles à la lumière des fumigènes et encadrés par les banderoles, au milieu des fêtardes du samedi soir. Audibles avec une reprise en chœur de chaque slogan, de chaque chant, de chaque

orgasme.

Présentes à Saint-Jean malgré la dizaine de faf qui tentent... quoi d'ailleurs ? de nous empêcher d'avancer ? d'être là ? et qui finalement se font courser comme des lapins par les cinq flics présents pour encadrer la marche...

Inflexibles face aux irréductibles mâles qui ne comprennent pas la définition d'une marche de nuit non mixte. Magnifiques dans les pentes de la Croix-Rousse en scandant l'hymne des femmes.

Unies pour clôturer la marche de nuit en reprenant :

« Nous c'qu'on voudrait c'est dégenrer Cette société super normée »



(DR)

Faut pas se satisfaire de cette journée. Commission d'intervention féministe Lyon - Vienne

Une école publique de tous les parents !

Le tribunal administratif de Montreuil vient de valider un règlement intérieur excluant les mamans voilées des sorties scolaires.

Une décision du tribunal administratif de Montreuil (93) vient de relancer l'affaire de l'accompagnement des sorties scolaires par les mères musulmanes portant un foulard. Au printemps dernier, Luc Chatel avait annoncé une circulaire sur la question, mais le gouvernement, divisé, y avait finalement renoncé cet été. Pourtant, dans un certain nombre d'écoles, cette pratique discriminatoire se poursuit depuis plusieurs années, avec le soutien implicite de l'Éducation nationale, alors même que les principes de laïcité et de neutralité ne s'appliquent normalement pas aux parents. À Montreuil, une mère d'élève a déposé une requête au tribunal administratif pour dénoncer le règlement intérieur de son école qui l'excluait des sorties. Le délibéré rendu

le 23 novembre a validé le règlement et, par là-même, la discrimination dont ces mères font l'objet. Luc Chatel s'est empressé de s'en féliciter, espérant que cela constitue ainsi les discriminations racistes, notamment envers les musulmans, que la politique du gouvernement produit depuis de nombreuses années.

En effet, cette décision conduit à cautionner la mise à l'écart en tant que musulmanes et en tant que femmes, de ces mères considérées comme des parents d'élèves de seconde zone, sans oublier les conséquences sur les enfants, placés dans une situation où leur mère est disqualifiée par l'institution. Une fois de plus, la population musulmane est stigmatisée, une fois de plus, ce sont les

femmes qui en font les frais.

Comme le souligne le collectif Mamans toutes égales qui soutient les mères discriminées, ce jugement « institue, de fait, une catégorie de Français à part, soumis à des règlements et jugements d'exception, hors du droit commun ». En effet, les religieuses catholiques en habit par exemple, qui collaborent au service public notamment dans les prisons n'ont jamais été soumises à cette obligation de neutralité.

Défendre une école ouverte à tous les parents, c'est défendre l'école publique. C'est un combat pour l'égalité et la dignité qui devrait mobiliser largement les syndicats enseignants et les associations de parents d'élèves.

Correspondante

Plein la dette !

Les premières initiatives contre la dette ont connu un succès qui en appelle d'autres, partout.

Contre la dette et les plans d'austérité, une mobilisation unitaire s'impose ! Une mobilisation qui permette de déconstruire le discours dominant visant à nous faire accepter les attaques incessantes sur nos conditions de travail et de vie. Une mobilisation qui permette d'agir ensemble pour mettre un coup d'arrêt à cette politique. Regrouper les forces militantes disponibles, altermondialistes ou « IndignéEs », équipes syndicales ou partis, unifier les collectifs existants pour riposter ensemble,

faire en sorte que ce ne soit plus les responsables de la crise qui décident mais que la population prenne les choses en main, tels sont les objectifs que le NPA poursuit dans le collectif unitaire national initié par Attac il y a quelques semaines, autour d'un appel « pour un audit citoyen de la dette publique »¹. Plusieurs dizaines de collectifs « CAC » ont été créés sur des villes (Rennes, Toulouse, Montpellier, Clermont-Ferrand...), des quartiers ou des universités. Certains se constituent également à l'échelle départementale comme dans le

Val-de-Marne, le Val-d'Oise, le Gard, les Bouches-du-Rhône ou la Loire-Atlantique. Les premières initiatives organisées par ces collectifs connaissent souvent un franc succès : 250 personnes dans le Gard lors d'un débat public avec Éric Toussaint du CADTM, 220 à Carcassonne, 70 personnes à Vitry, plus de 50 personnes dans un quartier du 19^e à Paris... Pour ces collectifs, ce ne sont pas les activités qui vont manquer : lier les discussions autour de la dette et des politiques d'austérité à des mobilisations locales (endettement de la commune, de l'hôpital, fragilisation de la Banque postale par la reprise de la banque Dexia, suppression de postes et licenciements...), associer des réseaux militants, des salariéEs ou syndicalistes (territoriaux, hospitaliers, salariéEs des banques..., chômeurEs et précaires) et des habitantEs/usagerEs... Tout le monde est concerné, tout le monde peut s'impliquer !

Debtocracy, Paris 19^e

Le collectif contre la dette (Alternatifs, AL, NPA et des militants du quartier) organisaient une première initiative, le 16 novembre, autour du film *Debtocracy*. Plus de cinquante personnes y ont participé, avec un nombre important de jeunes. 27 personnes ont laissé leurs coordonnées mail sur la liste. Beaucoup de monde est intervenu dans le débat pour demander des informations sur la situation actuelle en Grèce, l'origine de la dette, la création monétaire par les banques. Les questions ont tourné autour de l'audit (où ça en est au niveau national, comment faire ?), de la démocratie bafouée, des grèves, de la grève générale... La suite est déjà prévue avec une projection-débat du même type dans un autre quartier du 19^e, le 29 novembre, une réunion large ouverte à touTEs, le 13 décembre, pour préparer des initiatives de quartier, et, bien sûr, nous allons relayer les mobilisations nationales.

Une initiative prometteuse sur la dette à Vitry (94)

70 personnes ont assisté le 23 novembre à un débat organisé à Vitry par Attac Vitry, Sud Éducation, FSU 94, CGT Educ'Action 94, EÉLV, C et A, PG et NPA sur la dette. Étaient invités Stéphanie Treillet du Conseil scientifique d'Attac et Henry Sterdyniak des Économistes atterrés ; Stéphanie a d'abord expliqué le contexte général de la crise du capitalisme en insistant particulièrement sur la question de la dette, puis Henry a plus particulièrement développé la question de la crise de l'euro. La réunion a duré près de 3 heures et le public était composé non seulement de membres des réseaux militants associatifs et syndicaux de Vitry, mais aussi de personnes moins habituées aux réunions mais souhaitant savoir et comprendre. Beaucoup de questions ont été évoquées durant le débat (comment fonctionne la spéculation ?, pourrait-on créer une banque alternative ?, ne faut-il pas revoir la notion de croissance ?, quels sont les rapports entre le capitalisme financier et le capitalisme industriel ?). De nombreuses personnes ont laissé leurs coordonnées et la proposition a été faite de continuer en construisant un collectif pour exiger un audit populaire et un moratoire sur la dette, dans le cadre de l'appel unitaire. De son côté l'UD CGT 94 a décidé de s'investir dans cette campagne et un collectif est en cours de préparation au niveau du département. Espérons que le succès de cette initiative sera une invitation à ce que ceux qui n'ont pas voulu être partie prenante de sa préparation (le PCF de Vitry notamment), s'engagent maintenant dans la campagne. Il y a en effet urgence alors que les mesures d'austérité pleuvent, à débattre et riposter ensemble. Le NPA Vitry est totalement investi dans cette bataille.

Le NPA défend pour sa part qu'il faut annuler la dette. Pour inviter les gens à discuter de cette position, les comités organisent également des réunions publiques, comme dans le Loir-et-Cher le 9 décembre, les Hauts-de-Seine sur plusieurs villes début décembre, le 14 décembre à Villefranche... Plus d'infos sur le site : www.npa2009.org
Vanina Giudicelli

1. www.audit-citoyen.org

Des réunions publiques s'organisent, prenez contact !
Paris : 1^{er} décembre
Paris 11^e : 15 décembre
Paris 20^e : 11 décembre
Fac d'Orsay : 6 décembre
Montpellier : 8 décembre
Toulouse : 30 novembre
Quimper : 6 décembre
Brioude : 6 décembre

SOUSCRIPTION 2011

Le NPA a besoin de tout le monde et sans tarder !

Non, le NPA ne spéculé pas en Bourse, il n'achète pas de titres des dettes souveraines, pas plus qu'il ne touche dividendes et parachutes dorés ! Il bénéficie tout simplement des cotisations de ses militantEs et du soutien de ses sympathisantEs. Toute activité militante a un coût. Si vous assistez à une réunion publique du NPA, si vous pouvez lire ses tracts chaque semaine, si vous pouvez découvrir les idées que nous défendons grâce aux affiches collées sur les murs de votre entreprise ou de votre quartier, ou dans votre journal préféré, c'est parce que le NPA a dépensé quelques deniers ! En retour, il en appelle donc à votre aide et à votre solidarité. Le NPA est un parti démocratique où les expressions sont plurielles mais cela aussi a un coût pour financer réunions nationales et publications de débats.

350 000 EUROS, VOILÀ L'OBJECTIF !

Pour nous, c'est l'assurance de porter nos idées, notre présence dans les résistances face au gouvernement, quelle que soit l'ampleur des attaques, et elles sont plus nombreuses que jamais en ces temps de plans d'austérité. Mais, surtout, l'argent que nous pourrions récolter en cette fin d'année, c'est l'assurance de garantir ce qui nous est particulièrement précieux, notre indépendance politique et la participation à de très nombreuses luttes.

Le NPA est de tous les combats contre l'injustice sociale, pour l'égalité. Très souvent, il met la main à la poche pour assurer le succès d'initiatives unitaires et publiques, comme ce fut le cas dernièrement lors du contre-sommet du G20 à Cannes ou actuellement dans le cadre de la campagne nationale pour un audit de la dette publique.

350 000 euros, c'est 58 fois moins que le coût du dernier sommet du G20 (20 millions d'euros comprenant entre autres agapes et nuits d'hôtels des « puissants de ce monde ») et cela nous permettra de faire vivre notre organisation durant l'année à venir ! Alors pour que la crise et l'austérité ne passent pas par le NPA, pour que nous puissions continuer à les combattre en France comme partout en Europe, pensez à nous verser quelques étrennes avant Noël ! Il reste cinq semaines et nous avons commencé fort tard. Il faut faire très vite et très fort. Pour cela, le NPA a besoin de toutes ses forces. Nous en appelons à toutEs les militantEs et sympathisantEs ! Parce que les déficits du NPA sont un problème pour toutes et tous et qu'il faut agir ensemble pour les combler. Le pluralisme et la démocratie passent aussi par votre soutien financier.

Myriam Martin et Christine Poupin, porte-parole du NPA

Pour souscrire, remplissez et renvoyez-nous le coupon ci-contre, ou rendez-vous sur le site du NPA, www.npa2009.org/souscription, c'est facile, rapide et sans risques...

SOUSCRIPTION 2011

NOM

PRÉNOM

ADRESSE

CODE POSTAL VILLE

MONTANT € Chèque à l'ordre de « NPA souscription »
2 rue Richard Lenoir 93108 Montreuil Cedex

www.npa2009.org

NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

Les dons ouvrent droit à une réduction d'impôts égale à 66 % de leur montant dans la limite de 20 % du revenu imposable.
Association de financement « NPA souscription » - 2 rue Richard Lenoir 93108 Montreuil Cedex
- Agrément de la CNCCFP 06 avril 2009 - Dons destinés au NPA -

S'abonner à Tout est à nous !

Par prélèvement automatique
Cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez-nous le formulaire **accompagné d'un RIB** à :
NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

Tarif standard

Hebdo (14 euros/trimestre)

Hebdo + Mensuel (25 euros/trimestre)

Tarif jeunes/chômeurs/précaires

Hebdo (10 euros/trimestre)

Hebdo + Mensuel (19 euros/trimestre)

J'autorise, par la présente, l'établissement teneur du compte à prélever sur ce dernier le montant des avis de prélèvements trimestriels établis à mon nom, qui seront présentés par :

ORGANISME CRÉANCIER :
Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel
et de communication (NSPAC)
2, rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex
Numéro spécial d'émetteur : 554755

Titulaire du compte

Nom :

Prénom :

Adresse :

Code postal :

Ville :

Mail :

Désignation du compte à débiter

CODE ÉTABLISSEMENT CODE GUICHET

N° DE COMPTE

CLÉ RIB

Date :

Signature :

Établissement teneur du compte

Banque :

Adresse :

Code postal :

Ville :

Par chèque, à l'ordre de : NSPAC
2, rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

FRANCE ET DOM-TOM

Tarif standard

Hebdo	<input type="checkbox"/> 6 mois 28 euros	<input type="checkbox"/> 1 an 56 euros
Mensuel	<input type="checkbox"/> 6 mois 22 euros	<input type="checkbox"/> 1 an 44 euros
Hebdo + Mensuel	<input type="checkbox"/> 6 mois 50 euros	<input type="checkbox"/> 1 an 100 euros

Tarif jeunes/chômeurs/précaires

Hebdo	<input type="checkbox"/> 6 mois 20 euros	<input type="checkbox"/> 1 an 40 euros
Hebdo + Mensuel	<input type="checkbox"/> 6 mois 38 euros	<input type="checkbox"/> 1 an 76 euros

ÉTRANGER

Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31
ou par mail : diffusion.presse@npa2009.org

POUTOU 2012

JUSQU'AU BOUT!



(PHOTOTHÈQUE ROUGE/MILO/JMB/ROMAIN HINGANT/ALICE D.)

La barrière des 250 parrainages a été franchie !
Nous n'avons pas le temps de nous reposer, il faut amplifier les départs.
Le mois de décembre est crucial il nous faut un maximum de signatures ce mois-ci pour démarrer l'année 2012 au plus près des 500 parrainages.
Le Père Noël nous a annoncé son aide officielle mais à condition d'être tous sur notre traîneau durant les prochaines vacances et tous les week-end jusque-là.

Pour le NPA, c'est un premier tour imposé, certains on fait leur primaire, pour nous c'est l'asphalte et les 36000 communes.
Nous avons affirmé que nous irions jusqu'au bout, et nous devons continuer à partir sur les routes, retourner voir les éluEs hésitantEs et les convaincre.
En cette période de crise profonde du capitalisme, les anticapitalistes doivent être entendus. Partir chercher nos signatures, c'est nous donner la possibilité d'interpeller en défendant des revendications dont nous serons les seuls porte-parole comme le non-paiement de la dette et la sortie du nucléaire.
Donnons-nous les moyens que ces messages soient entendus.
Donnons-nous l'ambition d'exister dans cette campagne.

En avant jusqu'aux 500 !

Contactez-nous à : signatures@gmail.com



TOUT est à nous !
hebdomadaire du Nouveau Parti anticapitaliste
Rédaction : 01 48 70 42 27
Diffusion : 01 48 70 42 31
Administration : 01 48 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil Cedex
Mail : redaction@npa2009.org
Numéro ISSN: 1969-8178
Commission paritaire: 0414 P 11508
Tirage: 6 500 exemplaires
Société éditrice: Nouvelle Société de presse,

d'audiovisuel et de communication (NSPAC)
SARL au capital de 3500 euros (durée 60 ans)
Gérant et directeur de publication:
François Coustal
Impression:
Rotographie, Montreuil-sous-Bois
Tél.: 01 48 70 42 22
Fax: 01 48 59 23 28
mail: rotoimp@wanadoo.fr

IMPRIM'VERT®